

**REGLEMENTATION SANITAIRE ACTUELLE
DE LA RAGE EN FRANCE (1977)**

— **COMMENTAIRES** —

THÈSE

présentée

à l'UNIVERSITÉ CLAUDE-BERNARD de LYON

(Médecine-Pharmacie)

et soutenue publiquement le 10 Mars 1977

pour obtenir le grade de Docteur Vétérinaire

par

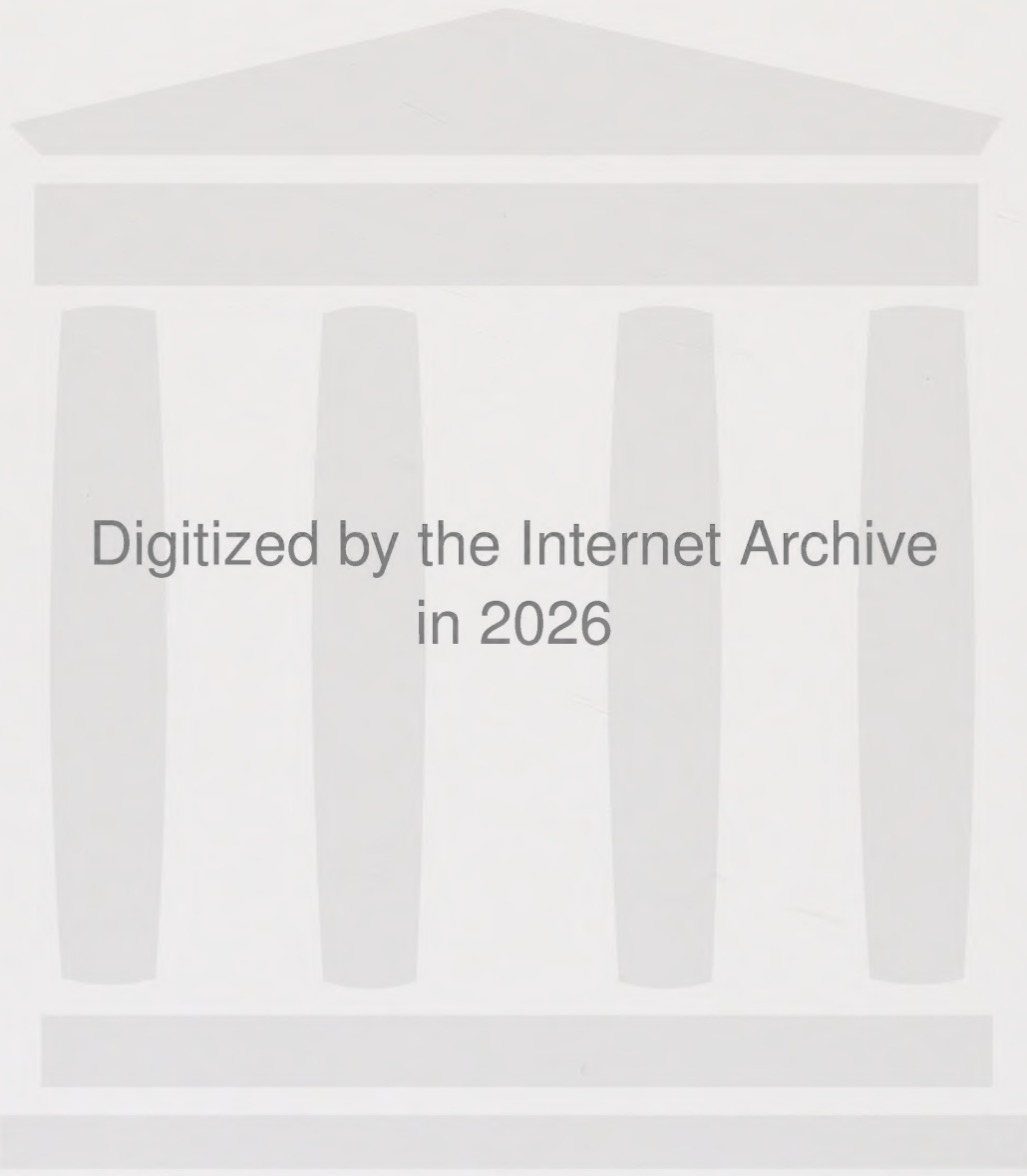
Gérard DESCOTES

né le 9 Juillet 1953

à MILLERY (Rhône)



ASSOCIATION CORPORATIVE
DES ÉTUDIANTS EN MÉDECINE DE LYON
UNIVERSITÉ CLAUDE BERNARD
8, Avenue Rockefeller, 8
69373 LYON Cedex 2



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41554215_0021

**REGLEMENTATION SANITAIRE ACTUELLE
DE LA RAGE EN FRANCE (1977)
— COMMENTAIRES —**

THÈSE

présentée

à l'UNIVERSITÉ CLAUDE-BERNARD de LYON
(Médecine-Pharmacie)

et soutenue publiquement le 10 Mars 1977
pour obtenir le grade de Docteur Vétérinaire

par

Gérard DESCOTES

né le 9 Juillet 1953

à MILLERY (Rhône)



REGLEMENTATION SANITAIRE ACTUELLE
DE LA RAGE EN FRANCE (1917)
— COMMENTAIRE —

THÈSE

présentée

à l'UNIVERSITÉ CLAUDE-BERNARD de LYON

par

le docteur en médecine

ALBERT GILBERT



pour obtenir le grade de

DOCTEUR EN MÉDECINE

le 20 juillet 1917



PERSONNEL ENSEIGNANT DE L'ECOLE NATIONALE VETERINAIRE DE LYON

- Directeur Monsieur le Professeur FROGET
- Directeurs Honoraires Messieurs les Professeurs JUNG, TAPERNOUX, FLORIO.

PROFESSEURS

- 1° - Pharmacie et Toxicologie M. LORGUE
- 2° - Anatomie descriptive - Extérieur - Anatomie appliquée M. BARONE
- 3° - Physiologie - Thérapeutique - Pharmacodynamie M. BOST
- 4° - Histologie - Embryologie - Anatomie pathologique M. LUCAM
- 5° - Hygiène et Industrie des aliments d'origine animale M. FLACHAT
- 6° - Parasitologie et Maladies parasitaires M. EUZEBY
- 7° - Pathologie médicale des équidés et des carnivores - Législation vétérinaire M. FONTAINE
- 8° - Pathologie médicale du bétail et des animaux de basse-cour M. COTTEREAU
- 9° - Technique chirurgicale - Pathologie chirurgicale M. COULON
- 10° - Obstétrique - Pathologie de la Reproduction M. BERTRAND
- 11° - Pathologie générale - Microbiologie - Immunologie M. OUDAR
- 12° - Ethnologie - Zootechnie - Economie rurale M. FROGET
- 13° - Botanique appliquée - Agronomie - Alimentation M. WOLTER
- 14° - Physique et Chimie biologiques et médicales M. MAGAT
- 15° - Maladies contagieuses - Zoonoses - Législation sanitaire M. JOUBERT.

PROFESSEURS SANS CHAIRE

M. FERNEY (Détaché à l'Institut de Médecine et Sciences Vétérinaires de DAKAR)
MM. CHANTEGRELET, JEAN-BLAIN, LAPRAS.

MAITRES DE CONFERENCES

MM. BOIVIN, DELATOUR, DESCHANEL, LE NIHOUANEN.

MAITRES ASSISTANTS AGREGES

MM. GASTELLU, MOUTHON.

MAITRES ASSISTANTS

Mme CHAUVÉ, MM. DALBIEZ, FARGES, FRANCK, GEVREY, KECK, Melle LAVAL, MM. LEGEAY, PRAVE, RICHARD.

ASSISTANTS

MM. CHERMETTE, DESCHEPPER, Melle DOMENEC, MM. FAU, HALGRAIN, GOUY, HARS, HEANEY, LABÉ, LENNOZ, Mme LENNOZ,
MM. LIEVRE, PAVAN, SCLAVON.

EXAMINATEURS de la THESE

Président : Monsieur le Professeur A. BERTOYE de la Faculté de Médecine.
Premier Assesseur : Monsieur le Professeur L. JOUBERT de l'Ecole Nationale Vétérinaire.
Deuxième Assesseur : Monsieur le Professeur OUDAR de l'Ecole Vétérinaire.

L'Université Claude BERNARD (Médecine-Pharmacie) de LYON et l'Ecole Nationale Vétérinaire de LYON, déclarent que
les opinions émises dans les dissertations qui leur sont présentées, doivent être considérées comme propres à leurs
auteurs et qu'elles n'entendent leur donner ni approbation ni improbation.

A MES GRANDS-PARENTS FRANÇOIS ET MARIE DESCOTES

En hommage à leur sagesse et à leur grandeur d'âme.
Ils ont fait partie des plus grands car ils ont su rester simples
et ouverts à tous, en toutes occasions.

A MES PARENTS FRANÇOIS ET MARIE H. DESCOTES

Plus que la vie, je leur dois le sens.
En témoignage de toute mon affection et de ma reconnaissance
aux efforts qu'ils ont consenti au cours de mes études.

A MES AMIS ET À TOUS CEUX QUE J'AIME.

A NOTRE PRÉSIDENT DE THÈSE :

MONSIEUR LE PROFESSEUR BERTOYE

Qui nous a fait le grand honneur de présider notre jury.
Respectueux hommages.

Qu'il trouve là une pensée toute particulière pour la
patience dont son service de Maladies Infectieuses a fait preuve à
l'égard d'un malade parfois bien turbulent.

A NOS JUGES :

MONSIEUR LE PROFESSEUR JOUBERT

En remerciement de la bienveillance qu'il nous a
accordé au cours de l'élaboration de ce travail.

MONSIEUR LE PROFESSEUR OUDAR

Qui a eu l'amabilité d'accepter de faire partie du
jury de notre thèse.

INTRODUCTION

La rage est classée maladie réputée légalement contagieuse depuis la loi du 21 juin 1898 (Code Rural, Article 224) et entraîne l'application des principales dispositions dudit Code.

L'envahissement de la France en mars 1968 par une enzootie de rage sylva-
tique a non seulement entraîné des modifications dans les arrêtés d'application,
mais en outre une refonte récente des articles 213, 228 à 232 du Code rural. Il
était donc d'un juste intérêt de reprendre l'ensemble de ces textes en les commen-
tant en suivant le plan ci-dessous :

- Généralités
- 1ère partie : Région indemne de rage.
- 2ème partie : Région atteinte par l'enzootie rabique.
- 3ème partie : La rage Zoonose - Réglementation médicale.
- Conclusions.

/Abréviations utilisées/

A.M.	: Arrêté ministériel
A.I.M.	: Arrêté inter-ministériel
C.E.R.	: Centre d'études sur la rage.
C.M.	: Circulaire ministérielle
C.R.	: Code rural
D.	: Décret
D.I.M.	: Décret inter-ministériel
D.D.A.	: Direction départementale de l'Agriculture
D.D.S.V.	: Direction Départementale des Services Vétérinaires
D.S.V.	: Direction des Services vétérinaires
E.D.E.	: Etablissement départemental de l'élevage
J.O.	: Journal Officiel
R.Q.E.	: Réponse à une question écrite
S.P.	: Société Protectrice

GÉNÉRALITÉS

1 - PRINCIPE - METHODE et SYSTEME

- Le principe de la prophylaxie de la rage Zoonose majeure plutôt que maladie d'importance économique (à peine un millier de bovins atteints depuis 1968) est demeuré longtemps strictement sanitaire, particulièrement sévère vis-à-vis des carnivores domestiques, les plus actifs propagateurs du virus rabique. Les formes citadines actuelles sont devenues un simple prolongement de l'enzootie sylvatique qui frappe aujourd'hui notre pays. Aussi se légitime la promulgation de nombreux textes récents relatifs à la prophylaxie de la rage vulpine, en particulier le décret du 13.09.1976.

- La méthode est devenue mixte. A l'ancienne réglementation sanitaire pure, s'est jointe une prophylaxie médicale d'appoint fondée sur la vaccination. Visant essentiellement, voire obligatoirement (animaux de concours, chiens de travail en zone d'enzootie) les carnivores, avec réajustement de la prophylaxie sanitaire, la vaccination d'incitation s'étend maintenant aux herbivores et porcins domestiques, les principales victimes.

- Le système est obligatoire, fondé sur l'abattage inconditionnel avec indemnisation pour les bovins vaccinés, et exceptionnellement dans certains cas, sur des mesures conservatoires.

Cette réglementation présente quatre particularités :

- 1 - Elle se proposait de lutter essentiellement contre l'infection humaine, tenant compte d'aucun impératif économique ; ce qui rendait plus difficile l'application des mesures auprès des propriétaires d'animaux.
- 2 - Edictée à l'encontre d'une rage urbaine, elle a subi ces dernières années un profond remaniement, du fait du caractère sylvatique de l'enzootie actuelle et de l'aspiration des populations citadines à de fréquents séjours en zone rurale accompagnées de leurs animaux familiers.
- 3 - Dans le même temps, les mesures envers l'animal domestique se sont faites dans l'ensemble (à l'exclusion des chats) beaucoup plus conservatoires, répondant ainsi aux souhaits des propriétaires.
- 4 - Elle s'appuie sur une organisation administrative et technique importante :
 - Un bureau de la rage à la Direction des Services Vétérinaires (D.S.V.) au ministère de l'Agriculture, les D.D.S.V. et D.D.A.
 - Une entente interdépartementale de lutte des départements infectés et menacés.

- Le centre d'études écoépidémiologiques et de diagnostic de la rage à Nancy - Malzeville (Meurthe et Moselle), créé en 1970.

- Une commission inter-ministérielle regroupant les représentants de chacun des ministères suivants :

- . Agriculture
- . Intérieur
- . Santé
- . Qualité de la Vie
- . Défense.

2 - SITUATION SANITAIRE DE LA RAGE EN FRANCE

Cas de rage constatés du 26.03.1968 au 30.11.1976 :

Animaux sauvages : Renards..... 9.594
 Blaireaux 168
 Chevreuils.... 51
 Autres 191

Animaux domestiques :

Chiens	274	
Chats	408	
Herbivores et Porcins		{ Bovins 1.184
		{ Petits ruminants 247
		{ Equins 71
		{ Porcins 9
Autres espèces ..	2	

Total toutes espèces réunies : 12.199 cas dans les 21 départements déclarés infectés.

Il faut rajouter à ce total 31 cas erratiques représentés par des animaux domestiques (22 chiens - 5 chats - 3 bovins) contaminés au hasard de loisirs (promenade en zone d'enzootie) ou de commerce (vente de bovins).

Remarque : 1 - Le nombre de cas déclarés chez les animaux sauvages est certainement très inférieur à la réalité, car dans les départements infectés depuis plusieurs années, les cadavres d'animaux sauvages ne sont plus systématiquement envoyés au Centre de Nancy. De plus, certains ne sont pas découverts (zones boisées...).

2 - Aucun cas de rage humaine autochtone n'a encore été signalé en France depuis 1968.

3 - DISPOSITIONS REGLEMENTAIRES GENERALES

C.R. Art. 214 (1)

Le Ministre de l'agriculture peut, suivant les modalités prévues par un arrêté conjoint des ministres de l'agriculture et des finances, prendre toutes mesures destinées à prévenir l'apparition, à enrayer le développement et à poursuivre l'extinction des maladies des animaux réputées contagieuses, en vertu du présent titre. (Décret n° 63-136 du 18.02.1963). "Des décrets en Conseil d'Etat définiront les modalités selon lesquelles pourront être prises les mesures de lutte contre les maladies des animaux non ainsi réputées contagieuses".

Un comité consultatif des épizooties, dont l'organisation est déterminée par règlement d'administration publique, donne son avis sur les mesures que peut exiger une maladie. Le ministre lui communique tous renseignements relatifs aux épizooties.

Le Ministre de l'Agriculture peut accorder aux exploitants qui en font la demande, en vue du diagnostic, de la prévention et du traitement des maladies des animaux, de l'élimination des animaux malades, de la réfection du logement des animaux et de l'assainissement du milieu, des subventions dont le montant est déterminé par des arrêtés conjoints des ministres de l'agriculture et des finances. Ces arrêtés fixent les conditions d'indemnisation des propriétaires dont les animaux ont été abattus sur l'ordre de l'Administration.

C.R. Art. 224

"Les maladies réputées contagieuses et qui donnent lieu à déclaration et à l'application des mesures sanitaires sont :

- La rage dans toutes les espèces..... " .

C.R. Art. 226 (2)

"Tout propriétaire, toute personne ayant à quelque titre que ce soit la charge des soins ou la garde d'un animal atteint ou soupçonné d'être atteint de rage - vivant ou mort - est tenu d'en faire la déclaration au Maire de la commune où se trouve l'animal.

Sont également tenus de faire la déclaration, tous vétérinaires appelés à consulter l'animal " .

D. 63.136 du 18.02.1963

"Seront punis d'un emprisonnement de 10 jours à 2 mois, et d'une amende de 400 à 2.000 F ou de l'une de ces deux peines, ceux qui auront contrevenu aux dispositions des textes réglementaires sus-mentionnés lorsque l'infraction commise a trait aux mesures d'abattage prescrites dans les cas de maladies réputées contagieuses " .

(1) C'est ce texte qui permet de réajuster la réglementation sanitaire et médicale au fur et à mesure de l'extension de la rage en France.

(2) On entend par "animal atteint", tout animal qui présente un ensemble de signes nerveux (troubles du comportement, agressivité, fugues, cri rabique, priapisme, ou nymphomanie, prurit, automutilations , "signe du chien", parésies ou paralysies diverses) et surtout une évolution fatale en quelques jours, assortie de paralysies envahissantes.

On entend par "animal soupçonné", tout animal suspect tel que défini par le D.I.M. du 13.09.1976, Art. 4 (voir page 36).

La déclaration de la rage sera bien sûr exigée toutes les fois que les tests de laboratoires (I.F. ; H.P. ; I. Souris) se seront révélés positifs.

PREMIÈRE PARTIE

REGION INDEMNÉ - MESURES PERMANENTES DE PRECAUTION

PREMIÈRE PARTIE : REGION INDEMNÉ - MESURES PERMANENTES DE PRECAUTION. (3)

Cette première partie se décompose en trois chapitres d'inégale importance. Tout d'abord, le dépistage (animal vivant) et le diagnostic (cadavre) indispensables à l'application de toute mesure. Ensuite les mesures à l'intérieur du territoire envers les animaux domestiques et sauvages, enfin les mesures aux frontières.

CHAPITRE I : DEPISTAGE ET DIAGNOSTIC.

A - Dépistage.

C.M. 8.01.1970

Il doit s'effectuer sur les animaux *suspects* en général, les *mordeurs* en particulier (observation de quinzaine) et plus spécialement encore pour les *bovins*, dont un cas de rage a été constaté dans l'Yonne, puis dans le Loiret, en 1970, c'est-à-dire très loin de la zone d'enzootie. (... un autre en 1976 dans le Tarn).

Cette constatation de la maladie dans un département éloigné de la zone infectée apporte une démonstration supplémentaire de l'intérêt qu'il convient d'attacher à ce que tous les vétérinaires praticiens restent en permanence vigilants et conscients des risques encourus du fait d'une affection aussi grave, pouvant apparaître au hasard des déplacements d'animaux en tout lieu du territoire. Cette information est à porter à la connaissance des Vétérinaires en leur rappelant le diagnostic clinique de la rage dans les différentes espèces.

D.I.M. 13.09.1976 Art. 10 (4)

Les fonctionnaires ou agents des services vétérinaires sont habilités, à tout moment et *en tout lieu*, à pratiquer sur les animaux atteints, contaminés ou *suspects* de rage, *vivants*, trouvés morts ou abattus, tous prélèvements utiles à l'établissement ou à la confirmation du diagnostic.

D. 13.09.1976 Art. 4

"Est considéré comme animal *suspect* :

- Tout animal sensible à la rage, qui *en quelque lieu que ce soit* a, sans raison apparente et contrairement à son comportement habituel, mordu ou griffé une personne.
- Tout animal sensible qui présente des symptômes non susceptibles d'être rattachés de façon certaine à une autre maladie... " (5)

(3) Le respect de ces mesures permanentes minimise les risques de propagation d'un foyer éventuel. Correctement appliquées en tous lieux et en tous temps, elles s'opposent à la diffusion de foyers rabiques apparus en dépit des mesures frontalières.

(4) Là encore, cette mesure - excellente par son esprit - est peu applicable du fait du polymorphisme de la maladie et de la possibilité de maladie intercurrente. Dans la pratique, les prélèvements sont effectués par le vétérinaire consulté ou tout au moins après son intervention auprès des services vétérinaires. Lesdits prélèvements n'étant possibles que sur les animaux morts ; les propriétaires d'animaux (surtout de rapport) s'opposant en général fermement à l'application

1/ Enquête épidémiologique

C.M. 1er 11.1904 Art. 38 : (6)

Chaque fois qu'un chien enragé aura circulé dans une commune, l'autorité locale fera procéder à *une enquête approfondie* pour rechercher et faire abattre les chiens mordus. Elle ne devra se laisser arrêter par aucune considération, comme celle par exemple que l'animal mordu est maintenu attaché et enfermé, à l'intérieur d'une habitation

2/ Animal mordeur (7)

Est considéré comme animal mordeur tout *animal* qui a mordu ou griffé en tout lieu une personne (ou un autre animal domestique en zone atteinte). Les textes prévoient différentes modalités *individuelles* ce qui suppose un système d'identification dont le tatouage.

1°) Identification par tatouage des animaux domestiques. (8)

Bovins : l'arrêté du 26.12.1969 modifié par l'A.M. du 16.07.1973 autorise l'identification par tatouage à l'oreille droite des bovins ayant fait l'objet d'une déclaration de naissance jugée recevable. L'application du numéro est effectuée dans les 100 jours qui suivent la naissance de l'animal, par des agents habilités par l'E.D.E.

(5) Cette mesure est pratiquement inapplicable car la rage est une maladie *extrêmement polymorphe*, qui peut évoluer *en même temps* qu'une autre maladie. De ce fait, l'application stricte du texte conduirait dans les territoires directement menacés à une multiplication extraordinaire des surveillances sanitaires car ces territoires sont ceux où l'on pêche par excès (lyssophobie).

(6) Cette enquête doit être étendue à tous les cas de façon à supprimer rapidement un cas sporadique qui apparaîtrait loin de la zone d'enzootie. Ce texte de par son contenu a gardé l'esprit des anciennes enzooties rabiques de type urbain.

(7) Grâce à cette suspicion systématique de l'animal mordeur, un pays même assaini - ou encore indemne - est tenu en état d'alerte et de contrôle sanitaire permanent, favorables à la reconnaissance et à la suppression immédiates d'un foyer éventuel.

Dans la pratique, il faut entendre par "morsure et griffure", les morsures et griffures proprement dites mais aussi les coups de bec d'oiseaux voire les léchements surtout aux plaies préexistantes représentant d'éventuelles portes d'entrée au virus.

(8) L'identification de l'animal mordeur représente un aspect non négligeable de la rédaction des certificats provisoires et définitifs.

Il doit comprendre :

- le *signalement exact* proprement dit (espèce, sexe, race, âge, taille, robe... marques particulières) et le numéro de tatouage s'il existe.
- dans les communes où est instaurée la taxe sur les chiens (Code général des Impôts art. 1496 à 1498, annexe 1, article 285, ordonnance du 7.01.1959), le *numéro de la médaille ou le numéro du récépissé de taxe*.

Cette taxe est facultative et instituée par délibération du Conseil Municipal dans le cadre de l'aménagement des ressources des collectivités locales.

Chiens :A.M. 16.02.1971

Les animaux de l'espèce canine, inscrits au livre généalogique tenu conformément au décret n° 66-709 du 21.09.1966, seront identifiés par tatouage.

Les chiens non inscrits au livre généalogique pourront également être identifiés par tatouage à la demande de leur propriétaire.

Un fichier central sera tenu pour l'immatriculation des chiens identifiés.

Art. 2

Le ministère de l'agriculture peut donner délégation à un organisme doté de la personnalité civile, pour la mise en oeuvre de l'identification des animaux de l'espèce canine et la tenue du fichier correspondant.

Art. 3

Une carte comportant notamment le nom et l'adresse du tatoueur, le numéro d'identification du chien, la date du tatouage et les nom et adresse du propriétaire sera remise à ce dernier. A l'occasion de changements de propriétaire, une carte nouvelle portant le même numéro sera, contre remise de l'ancienne, délivrée au nouveau propriétaire du chien.

Art. 5

Les doubles des cartes délivrées seront classés dans un fichier central tenu par l'organisme chargé d'organiser l'identification par tatouage.

Art. 6

Le fichier central, géré par l'organisme précité est la propriété du ministère de l'agriculture.
Ce fichier ne pourra être utilisé à des fins commerciales ou publicitaires et seules y auront accès les personnes chargées de sa tenue ou spécialement habilitées à cet effet par le ministère de l'agriculture.

Art. 7

Les mesures prévues au présent arrêté prendront effet :
En ce qui concerne les chiens inscrits au livre généalogique, à la date fixée par la Société Centrale Canine ;
En ce qui concerne les chiens inscrits facultativement, à la date fixée par la société prévue à l'article 2 du présent arrêté.

Art. 8

L'attribution d'un numéro d'identification et la délivrance au propriétaire d'un chien de la carte correspondant à cet animal donnent lieu à perception, au profit de l'organisme chargé de l'identification, d'un droit indépendant des frais d'opération perçus par le tatoueur, dont le montant maximal est fixé par l'organisme après accord du ministère de l'agriculture.

Le ministère de l'agriculture, pour les actions zootechniques ou sanitaires qu'il engage ou qu'il contrôle, ne reconnaîtra pas d'autre forme, numéro ou signe d'identification, que ceux qui seront attribués dans le cadre du présent arrêté.

A.M. 28.07.1971

Les chiens seront identifiés par un numéro tatoué sur la face interne de la cuisse droite ou de l'oreille droite, et, en cas d'impossibilité, de l'autre cuisse ou de l'autre oreille. Les matériels et procédés doivent assurer une parfaite inscription dermographique lisibilité et permanence des numéros.

A.M. 28.09.1971

Art. 1er

Sont seules autorisés à procéder à l'identification par tatouage des animaux de l'espèce canine prévue par arrêté du 16.02.1971 :

- a) les docteurs vétérinaires et les vétérinaires ;
- b) les personnes agréées par le ministre de l'agriculture, après avis de la section spécialisée pour l'espèce canine du comité consultatif des élevages spéciaux du conseil supérieur de l'élevage.

Art. 2

Les demandes individuelles d'agrément seront transmises au ministère de l'agriculture par l'intermédiaire de la société centrale canine. Des autorisations provisoires d'une durée maximale d'un an et renouvelables pourront être délivrées, en attendant l'examen des demandes, par la section spécialisée pour l'espèce canine du comité consultatif des élevages spéciaux du conseil supérieur de l'élevage.

Art. 3

Les autorisations individuelles pourront être retirées pour inaptitude constatée ou pour faute grave commise à l'occasion des opérations d'identification. Le retrait sera prononcé par le ministre après avis de la section spécialisée pour l'espèce canine du comité consultatif des élevages spéciaux du conseil supérieur de l'élevage.

Loi du 22.12.1971 et D.M. du 21.04.1975

A compter d'une date fixée par arrêté ministériel, les chiens cédés par des marchands ou transitant par des établissements spécialisés seront obligatoirement identifiés par tatouage. Le vendeur délivrant au moment de la vente le document attestant cette identification.

Les chiens non visés ci-dessus pourront également être identifiés par tatouage à la demande de leur propriétaire.

Les renseignements ainsi recueillis seront centralisés par le ministère de l'agriculture à l'exclusion de toute société privée n'ayant pas fait l'objet d'un agrément spécial dudit ministère.

A.M. 16.07.1975

L'identification par tatouage est obligatoire pour tous les chiens non déjà régulièrement tatoués qui transitent par l'un des établissements spécialisés ci-dessous.

1/ Etablissement où les animaux qui y sont conduits doivent faire l'objet d'un transfert de propriété ;

2/ Etablissements de garde (refuge des S.P., fourrières ou établissements privés) et de dressage quand l'animal doit y être conservé plus de 15 jours ;

3/ Etablissements de location ;

4/ Etablissements et instituts spécialisés dans la recherche biomédicale, dans le contrôle biologique ou les productions biologiques.

Elle se fait :

dans le cas 1 : préalablement à la cession à titre gratuit ou onéreux.

2 : dans les 15 jours de leur entrée.

3 et 4 : le lendemain de leur entrée.

A.M. 2.10.1975

Art. 1er

Les Vétérinaires et Docteurs Vétérinaires peuvent confier sous leur contrôle et leur responsabilité, le tatouage des chiens au personnel qu'ils emploient ainsi qu'aux exploitants et au personnel des établissements spécialisés visés par l'A.M. du 16.07.1975.

Art. 2

Dans le cas où elles exercent dans des établissements spécialisés, les personnes agréées en application de l'art. 1er de l'A.M. du 28.09.1971, ne peuvent effectuer que des opérations de tatouage. Elles sont placées sous le contrôle et la responsabilité d'un vétérinaire choisi par l'établissement.

Art. 11

Les Vétérinaires et Docteurs Vétérinaires qui effectuent ou font effectuer par leur personnel les opérations d'identification des chiens doivent en assurer également les contrôles.

2°) Directives relatives à l'observation de l'animal mordeur (9)

C.R. Art. 232-1

Tout animal ayant mordu ou griffé une personne, même s'il n'est pas suspect de rage, est, si l'on peut s'en saisir sans l'abattre, soumis par son propriétaire ou détenteur et à ses frais, à la surveillance d'un vétérinaire. Les mêmes dispositions s'appliquent aux animaux ayant mordu ou griffé des animaux domestiques dans les territoires définis par Arrêté du ministre compétent, dans lesquels la rage a été constatée.

Dès qu'elle a connaissance des faits, de la nature de ceux visés à l'alinéa qui précède, l'autorité investie des pouvoirs de police, rappelle au propriétaire ou détenteur des obligations ci-dessus définies et, en tant que de besoin, le met en demeure de les observer dans les 24 heures.

(9) L'attitude du vétérinaire se légitime :

A) Par les connaissances pathogéniques sur la rage :

En général, l'animal en incubation de rage est un porteur précoce de virus rabique dans sa salive, qui peut donc transmettre la rage à l'occasion d'une morsure fortuite, non déterminée par l'agressivité rabique et infligée par un animal présentant toutes les apparences de la bonne santé.

Ce portage salivaire précoce est en général de trois à quatre jours mais, depuis l'observation de KONRADI sur une fillette mordue dans la forêt de Saint-Germain, peut se prolonger pendant une quinzaine de jours.

Aussi l'observation sous surveillance sanitaire des mordeurs, devra s'étendre sur quinze jours :

- soit en lazaret ou dans un chenil quarantenaire où l'animal ne peut nuire et d'où il ne peut s'enfuir ;
- soit chez le propriétaire lui-même, si l'animal n'est pas spécialement dangereux ni agressif.

Un certificat *provisoire* d'examen clinique du sujet (absence de signes de la rage) sera délivré le plus rapidement possible après la morsure, puis un second huit jours plus tard lors d'un deuxième examen. Ce certificat, strictement personnel est inaliénable. Il ne met aucun obstacle à l'application du règlement sanitaire (abattage) si l'animal a été contaminé par un animal enragé. Mais l'abattage est obligatoirement différé à la fin de la surveillance de 15 jours (protection avant tout de la santé humaine).

Quinze jours après la morsure, un certificat définitif est établi exonérant de toute suspicion de rage et de tout danger rabique *au moment de la morsure* à la triple condition que l'animal soit, le quinzième jour :

- encore sous surveillance (non en fuite)
- en vie,
- en bonne santé (c'est-à-dire ne présenter aucun signe de maladie, même autre que ceux de la rage, puisque deux maladies peuvent coexister et que, le quinzième jour, les tous premiers signes de rage peuvent seulement se manifester).

Si le quinzième jour, apparaissent des signes morbides, ou si le quinzième jour, des signes rabiques ou (maladie du jeune âge par exemple) continuent à se manifester, il est nécessaire de prolonger l'observation du suspect jusqu'à la guérison de la maladie en cours.

En effet, *seul le diagnostic clinique* peut, en matière de rage, confirmer ou infirmer la suspicion grâce au *seul signe critère* : évolution d'une maladie nerveuse paralytique mortelle en quatre à huit jours, assortie d'autres signes de suspicion inconstants, isolés ou associés (agressivité, fugues, prurit, éréthisme génital, cri rabique, "signe du chien", paralysies diverses) - aussi l'animal doit-il être maintenu en vie le plus longtemps possible : abattre un suspect de rage revient à détruire sciemment toute possibilité de diagnostic à la fois dans le sens de l'infirmer (puisque l'évolution paralytique serait tronquée) et dans le sens de la confirmation (puisque seraient absentes les lésions nerveuses spécifiques tels que les corps de Négri, et les transmissions expérimentales par l'inoculation).

Dans le cas de mort, le quinzième jour ou après ce délai, il est recommandé de tenter de confirmer la rage en réclamant les tests histologiques (lésions de neuronophagie sur les ganglions nerveux plexiforme et de Gasser, corps de Négri sur ces ganglions et dans la corne d'Ammon) expérimental (inoculation intra-cérébrale au rat blanc, à la souris blanche, au lapin ou au cobaye d'un broyat de cerveau, de corne d'Ammon et surtout de bulbe) et l'*immunofluorescence*.

D.M. 13.09.1976, Art. 9

"La surveillance à laquelle sont soumis les animaux même non suspects, ayant mordu ou griffé une personne ou un animal domestique dans les conditions prévues par l'Art. 232-1 - C.R. est fixée à une durée de 15 jours. Elle comporte l'obligation pour le propriétaire ou le détenteur de soumettre à ses frais l'animal à 3 visites vétérinaires, que celui-ci soit vacciné ou non. Il est interdit pendant cette période au propriétaire ou au détenteur de l'animal de s'en désaisir ou de l'abattre sans autorisation du D.D.S.V."

Art. 11

"Les infractions à l'Art. 9 du présent décret sont punies d'une amende de 600 à 1.000 F qui peut être portée au double en cas de récidive ou de refus de déférer à une injonction des autorités investies du pouvoir de police d'observer les mesures prescrites par les mêmes dispositions.

Les modalités de l'art. 9 du décret sont déterminées par un arrêté du ministre de l'agriculture du 1er.12.1976.

(9) suite

Pour effectuer ces tests, il est nécessaire d'adresser la tête de l'animal au laboratoire, en prenant soin de la détacher le plus loin possible de l'atlas pour respecter les éléments anatomiques (bulbe) . Les laboratoires destinataires devront être soit les Instituts Pasteur, Paris, Lyon, Lille, soit la Faculté de Médecine de Strasbourg, mais en aucun cas le C.E.R. de Nancy (contamination animale seule).

B) Par le *danger particulier des traumatismes rabigènes* à la face et aux mains, zones particulièrement innervées et proches des centres nerveux, donc terrain de prédilection pour la multiplication et la propagation centripète du virus ; par le danger considérable des morsures infligées par des animaux sauvages, dont les enzymes salivaires permettent une plus rapide propagation du virus.

Dès lors, en dépit de la longue période d'incubation rabique chez l'homme (deux mois en moyenne), l'efficacité d'une vaccination commencée avec un certain retard (quinze jours) ne serait pas certaine, car les centres nerveux pourraient être déjà envahis par le virus inoculé, d'où la sérothérapie d'urgence.

C) Par la nécessité, *pour le vétérinaire sanitaire, de conseiller la vaccination* antirabique d'une personne mordue à l'aide de deux lettres :

- d'une part, *pour se couvrir*, une lettre recommandée à la personne mordue, lui expliquant le danger encouru et le conseil de se présenter au plus proche Centre de vaccination antirabique pour y subir éventuellement la vaccination ;
- d'autre part, *pour rendre compte*, une lettre ordinaire au Centre de vaccination antirabique, en exposant les motifs de son attitude et, lui annonçant la visite de la personne mordue.

Une copie de chaque lettre devra :

- d'une part être conservée dans les archives ;
- d'autre part, être incluse dans chacune des lettres, pour information du destinataire.

Art. 3

"Il est sursis à l'abattage des animaux *contaminés* qui ont mordu ou griffé une personne : ces animaux sont placés sous surveillance au même titre que les animaux suspects".

Art. 4

"Les animaux suspects et ceux qu'ils auraient pu éventuellement contaminer sont placés par arrêté préfectoral, sous la surveillance des Services Vétérinaires".

A.M. 1er.12.1976

Mise sous surveillance vétérinaire des animaux ayant mordu ou griffé, visés à l'article 232-1 du code rural.

Art. 1er

Indépendamment des mesures prises au titre de l'article 4 du décret du 13.09.1976 susvisé, lorsqu'un *animal vacciné ou non* (10) contre la rage a mordu ou griffé une personne et que l'on peut se saisir de cet animal sans l'abattre, celui-ci est placé à la diligence et aux frais de son propriétaire ou de son détenteur sous surveillance d'un vétérinaire sanitaire pendant une période de quinze jours à compter du jour où la personne a été mordue ou griffée .

Si le propriétaire est inconnu ou défaillant à la mise en demeure qui lui est faite, l'autorité municipale fait procéder d'office à cette surveillance dans la fourrière où elle fait conduire l'animal.

Pendant la durée de cette surveillance, le propriétaire ou la personne ayant la garde de l'animal ne peut s'en dessaisir ni l'abattre sans autorisation du Directeur départemental des Services Vétérinaires.

Les mêmes dispositions sont appliquées aux animaux ayant mordu ou griffé des animaux domestiques dans les départements atteints par l'enzootie rabique désignés par arrêté du Ministre de l'Agriculture.

Art. 2

L'animal placé sous surveillance vétérinaire est présenté trois fois par son propriétaire ou son détenteur au même vétérinaire sanitaire.

Toutefois, dans le cas où le propriétaire ou le détenteur de l'animal se trouverait dans l'obligation de se déplacer avant la fin de la période de surveillance, le Directeur départemental des Services Vétérinaires peut l'autoriser à faire poursuivre les visites réglementaires de son animal par un second vétérinaire sanitaire au lieu de sa nouvelle résidence, sous réserve que soient préalablement avisés de ce transfert : la personne mordue ou griffée, éventuellement le Directeur des Services Vétérinaires du département d'accueil, le premier vétérinaire sanitaire consulté et l'autorité investie des pouvoirs de police qui a été informée des faits qui ont entraîné la mise sous surveillance vétérinaire de l'animal.

La première visite est effectuée avant l'expiration d'un délai de *vingt-quatre heures* suivant le moment où l'animal a mordu ou griffé et la seconde au plus tard *sept jours* après la morsure ou la griffure.

En l'absence de symptômes entraînant la suspicion de rage, le vétérinaire sanitaire consulté établit à l'issue de chacune de ces deux premières visites, un

certificat provisoire attestant que l'animal ne présente, au moment de la visite, aucun signe suspect de rage.

A l'issue de la troisième visite, le *quinzième jour* après que l'animal a mordu ou griffé, le vétérinaire sanitaire rédige un certificat définitif attestant que l'animal mis en observation depuis quinze jours n'a présenté, à aucun moment de celle-ci, de symptômes rabiques.

Art. 3

La non-présentation de l'animal dans les délais prescrits à l'article 2 ci-dessus doit être signalée immédiatement à l'autorité investie des pouvoirs de police et au Directeur des Services Vétérinaires du département par *le vétérinaire sanitaire* (11) sous la surveillance duquel cet animal a été placé.

Art. 4

Les certificats conformes aux modèles définis par l'annexe au présent arrêté sont établis en *cinq* exemplaires à l'issue de chacune des trois visites de l'animal. Ils sont détachés d'un carnet de vingt certificats numérotés en quintuplicata dont les dimensions et la présentation sont fixées par le Ministre de l'Agriculture.

Trois exemplaires sont remis au propriétaire ou au détenteur de l'animal, à charge pour celui-ci d'en faire parvenir un à chacun des deux destinataires ci-après :

La personne mordue ou griffée, ou le propriétaire des animaux domestiques visés au quatrième alinéa de l'article 1er du présent arrêté ;

L'autorité investie des pouvoirs de police qui a été informée des faits qui ont entraîné la mise sous surveillance vétérinaire de l'animal.

Le quatrième exemplaire est adressé par le vétérinaire sanitaire consulté au Directeur des Services Vétérinaires du département dans lequel est effectuée la visite, à charge pour celui-ci d'informer, le cas échéant, le Directeur des Services Vétérinaires du département dans lequel la personne ou les animaux domestiques ont été mordus ou griffés.

Le cinquième exemplaire est conservé par le vétérinaire sanitaire consulté.

(10) De la même manière que le D. du 13.09.1976, cet A.M. a étendu la notion d'animal mordeur. En effet, l'ancienne réglementation relative à une rage urbaine ne tenait compte que du *chien*.

De plus, cet arrêté stipule "*que l'animal soit vacciné ou non*". Cette précision était nécessaire et devrait être inscrite en toutes lettres au bas des certificats de vaccination car de trop nombreux propriétaires croient que - parce que leur animal est vacciné - il est dispensé de la surveillance sanitaire.

(11) La responsabilité du Vétérinaire Sanitaire est directement engagée si outre la non-présentation sans raison, à la 2ème et 3ème visite, l'animal s'avère enragé et que la personne mordue est atteinte de rage.

Art. 5

Pendant les quinze jours de mise sous surveillance vétérinaire de l'animal, l'apparition d'un signe quelconque de maladie ou la *mort*, quelle *qu'en soit la cause*, (12) doivent entraîner; sans délai, la présentation de cet animal ou de son cadavre au vétérinaire sanitaire sous la surveillance duquel il est placé ; sa *disparition* doit, de même, lui être immédiatement signalée.

En présence de suspicion de rage, l'animal est maintenu en observation, isolé et mis à l'attache, sauf impossibilité qui justifierait son abattage immédiat.

Art. 6

Lorsque, au cours de la période de mise sous surveillance, l'animal ayant mordu ou griffé meurt ou *est abattu* soit après autorisation du Directeur départemental des Services Vétérinaires, soit en cas de force majeure, le cadavre, ou au moins la tête, est transmis à la Direction Départementale des Services Vétérinaires pour être expédié à un laboratoire de diagnostic de la rage officiellement agréé.

Annexe :

Le modèle des carnets de certificats délivrés à l'issue de chacune des trois visites d'animaux ayant mordu ou griffé, mentionnés à l'article 4 du présent arrêté, est déposé au Ministère de l'Agriculture (Direction de la qualité, Service Vétérinaire de la Santé Animale).

B - Diagnostic.1/ Prélèvements

C.M. 28.10.1968

Il est primordial de déceler l'existence éventuelle des réservoirs du virus de la rage et, en conséquence, que soit effectué le plus grand nombre d'exams en vue de rechercher le virus ou les lésions qu'il engendre ; ces prélèvements seront systématiquement pratiqués sur les cadavres de chiens et chats mordeurs suspects de rage, sur les animaux sauvages trouvés morts ou tués après avoir présenté des signes de maladie non identifiée.

Il convient d'utiliser le plus largement les moyens d'information appropriés pour appeler l'attention de la population sur les dangers que peuvent présenter les contacts ou les manipulations de ces cadavres ; il apparaît nécessaire, en particulier, de distribuer aux agents de l'Office National des Forêts pour les forêts soumises au régime forestier, aux gardes des Fédérations de Chasseurs et, d'une manière générale, aux personnes intéressées, des gants et sacs en matière plastique pour leur permettre, sans risque d'infection, d'enlever les cadavres d'animaux sauvages et les faire parvenir à la Direction des Services Vétérinaires du département.

(12) La santé humaine est donc triplement protégée, surveillance sanitaire, diagnostic nécropsique en cas d'abattage intempestif ou de mort et en cas de fuite, la possibilité d'adresser la personne mordue au centre de traitement anti-rabique le plus proche.

Il y aura lieu, pour les chiens, chats et gros animaux sauvages de prélever *la tête, coupée à la base du cou* ; cette intervention, en raison du danger de contagion, doit être pratiquée par un agent du Service Vétérinaire.

En ce qui concerne les petits animaux (mulots, musaraignes, etc...), le *cadavre entier* devra être envoyé au laboratoire de diagnostic.

D. 13.09.1976 - Art. 5

"Le cadavre ou au moins la tête des animaux *trouvés morts* est envoyé à la D.D.S.V. en vue de la confirmation ou de l'établissement du diagnostic.

2/ Envoi des prélèvements

C.M. 21.02.1973

Le prélèvement est placé dans deux poches plastiques (l'une contenant l'autre), hermétiquement closes.

Le paquet ainsi réalisé est déposé dans une boîte polystyrène assez grande pour contenir :

- d'une part, une quantité suffisante de matières absorbantes (ouate de cellulose ou sciure fine) imprégnée d'une substance antiseptique dérivée de l'acridine, afin d'éviter tout écoulement de liquide à l'extérieur du paquet et de détruire les agents pathogènes qui pourraient se répandre ;
- d'autre part, des sachets hermétiques d'eau congelée (à l'exclusion des morceaux de glace).

Enfin la boîte polystyrène est incorporée dans une boîte carton portant sur le côté où figure l'adresse, la mention "Prélèvements pour examens biologiques" "paquet poste urgent".

Le colis ainsi confectionné est obligatoirement affranchi.

La fiche de commémoratifs est expédiée *par courrier séparé*, ou tout au moins, *fixée à l'extérieur* du colis et non à l'intérieur de celui-ci.

A la suite de graves souillures, deux décisions ont été prises :

- 1 - des poursuites administratives seront systématiquement engagées par l'administration des postes à l'encontre des expéditeurs des colis qui arriveront souillés extérieurement à Nancy.
- 2 - Ces colis seront immédiatement détruits dans l'incinérateur du C.E.R. de Nancy sans qu'aucun examen de laboratoire soit effectué.

C.M. 29.08.1974

"Aussi pour éviter le renouvellement de telles erreurs, je vous prie de vouloir bien demander aux personnes concernées de se conformer strictement aux dispositions de la circulaire précitée".

C.M. 28.10.1968

"Ces envois doivent dans tous les cas, être faits sous le bénéfice du froid".

Il est très important :

- de ne *jamais congeler* le prélèvement, ni utiliser de glace carbonique ;
- d'envoyer les prélèvements entre le *lundi et le jeudi inclus* ; si cela n'est pas possible (prélèvements réalisés du vendredi au dimanche), le prélèvement sera conservé sur place en *réfrigérateur* à + 5° et expédié le lundi.

Ces prélèvements seront accompagnés de commémoratifs détaillés présidant :

. Pour les animaux domestiques :

- espèce, âge, sexe ;
- lieu de provenance ou adresse du propriétaire ;
- séjour éventuel en pays d'enzootie rabique ;
- contacts cliniques ;
- signes cliniques ;
- circonstances dans lesquelles l'animal a mordu ou griffé ;
- caractères des morsures : localisation, gravité.

. Pour les animaux sauvages :

- espèce ;
- lieu de capture : lieudit, commune, canton ;
- symptômes, si l'animal a été abattu ;
- personnes ou animaux mordus ou ayant été en contact avec l'animal.

.. Dans tous les cas :

- PERSONNES devant recevoir les résultats.

Il convient d'appeler l'attention des vétérinaires, en ce qui concerne les envois à l'Institut Pasteur de prélèvements faits sur des animaux mordeurs abattus, que ces envois comportent la dénomination "prélèvement provenant d'un animal suspect d'encéphalite" plutôt que "prélèvement provenant d'un animal suspect de rage".

3/ Laboratoires de diagnostic (13)

D. 1er 08.74 Santé publique ; A.M. 14.08.1974 ; A.M. 4.06.75 et C.M. 29.07.1975 :

Sont chargés des examens relatifs au diagnostic de la rage sur les animaux suspects d'être à l'origine d'une *contamination humaine* :

- Instituts Pasteur de Paris, de Lille et Lyon.
- Laboratoire hygiène de la Faculté de Médecine de Strasbourg.

Cette notion est valable pour tout le territoire, dès lors que le résultat de l'examen peut avoir pour corollaire une sanction thérapeutique.

(13) Il y a distinction *absolue et impérative* entre le cadavre d'un animal qui a *contaminé un homme* donc à envoyer à l'un des 4 centres médicaux agréés, et le cas où il n'y a pas de contamination humaine : prélèvements à envoyer directement au C.E.R. de Nancy ou au Laboratoire d'Alfort.

Dans le cas d'erreur de destinataire, la responsabilité du vétérinaire est directement engagée.

Enfin, doivent être distingués le simple *contact* non contaminant et la véritable *contamination* (morsure, griffage, léchement ou dépôt de salive suspecte sur plaie préexistante) afin de ne pas surcharger des services de diagnostic des Instituts Pasteur.

C.M. 22 et 28.05.1968 - 5.07.1971 - 24.02.1972

Dans tous les autres cas, tous les envois des prélèvements ou cadavres d'animaux domestiques et sauvages doivent être adressés au Centre d'Etudes sur la Rage à Nancy-Malzéville 54220 B.P. 9 .

C.M. 2.10.1974

"Toutefois, les D.S.V. des départements suivants : Paris - Yvelines, Essone, Hauts de Seine, Seine St-Denis, Val de Marne, Val d'Oise, sont autorisées à faire examiner les prélèvements par le *Laboratoire Central de Recherches Vétérinaires d'Alfort* proche de leur siège.

Lettre M. du 10.02.1970

Il est nécessaire d'uniformiser d'une part les fiches de renseignements accompagnant les prélèvements, d'autre part les fiches de résultats délivrées par les laboratoires.

Ces fiches de résultats seront expédiées entièrement complétées au plus tard le 32ème jour après la réception du prélèvement suspect (délai qui permet une observation de 30 jours des souris inoculées) *quels que soient les résultats obtenus à cette date.*

Dans le cas où tous les résultats obtenus seraient "négatifs", la conclusion finale devra comporter la formule suivante :

"A ce jour, les examens pratiqués sur le matériel suspect examiné n'ont pas permis de mettre en évidence le virus rabique ou ses lésions".

Le Directeur du Laboratoire prolongera, s'il le juge utile, au-delà du 30ème jour la période d'observation des souris inoculées.

Dans le cas où cette prolongation permettrait de modifier la conclusion finale rédigée comme il a été indiqué ci-dessus, le Directeur du laboratoire en avertira immédiatement la Direction des Services Vétérinaires au Ministère de l'Agriculture.

(13) suite -

La défectuosité de certains emballages ont entraîné, en novembre 1976, le refus d'acheminement des colis par l'administration des Postes et Télécommunications. Le problème est aigu, surtout vis-à-vis de la Santé humaine, et doit être le plus vite possible réglé entre administrations, la D.D.S.V. se chargeant, sous sa responsabilité, de toutes les expéditions.

CHAPITRE II : MESURES A L'INTERIEUR.

Nous aborderons dans ce chapitre d'une part la vaccination, d'autre part les mesures sanitaires vis-à-vis des animaux domestiques puis vis-à-vis des animaux sauvages.

A - Vaccination.

Il s'agit d'une vaccination d'incitation - non obligatoire en territoire indemne - mais rendue indispensable pour garder une certaine liberté aux *carnivores* en zone d'enzootie :

- chasse, chiens de bouvier...
- lors de concours et expositions
- récupération éventuelle en fourrière
- voyages hors de la métropole
- conservation éventuelle des chiens contaminés.

De plus, dans le cas des *bovins* : indemnisation des animaux atteints si valablement vaccinés.

A.M. du 30.11.1976

Art. 1er

La vaccination des animaux domestiques contre la rage ne peut être effectuée que par les vétérinaires ou docteurs vétérinaires exerçant leur profession conformément aux dispositions de l'article 309 du code rural et par les anciens élèves des écoles nationales vétérinaires autorisés à exercer la médecine et la chirurgie des animaux dans les conditions prévues aux articles 309-2 à 309-8 du code rural.

Art. 2

Seul un vaccin inactivé officiellement agréé par le Ministère de l'Agriculture peut être utilisé pour la réalisation de cette vaccination.

Art. 3

La vaccination antirabique des carnivores domestiques est pratiquée : pour les chiens à partir de l'âge de trois mois et pour les chats à partir de l'âge de six semaines.

La première vaccination, dite primo-vaccination, comporte deux injections à quinze jours au moins et trente jours au plus d'intervalle.

Les vaccinations suivantes, dites de rappel, nécessitent une seule injection à un an d'intervalle.

Ne sont pas considérées comme vaccinations de rappel, mais comme primo-vaccinations, les vaccinations pratiquées plus d'une année après la deuxième injection faite lors d'une primo-vaccination ou après la vaccination de rappel précédente.

Art. 4

La vaccination et la revaccination antirabique des herbivores domestiques et des porcins sont pratiquées conformément aux modalités d'emploi des vaccins officiellement agréés, indiquées par les instituts producteurs.

Art. 5

La vaccination antirabique des carnivores domestiques ou son rappel sont attestés par la délivrance d'un certificat conforme, selon le cas, à l'un des deux modèles définis par l'annexe au présent arrêté.

Les certificats de vaccination antirabique de couleur blanche sont détachés d'un carnet duplicata de cinquante feuillets numérotés.

Les certificats de vaccination antirabique de rappel de couleur rose sont détachés d'un carnet duplicata de cinquante feuillets numérotés.

Les dimensions et la présentation de ces carnets d'un modèle unique pour l'ensemble du territoire sont définies par le Ministre de l'Agriculture.

L'attestation de la vaccination antirabique des bovins et des solipèdes est matérialisée soit par l'établissement pour chaque animal d'un certificat identique au modèle défini pour les carnivores domestiques, soit, en ce qui concerne les bovins, par l'inscription de cette vaccination sur le certificat sanitaire individuel de chaque animal et sur la fiche d'étable correspondante.

La vaccination antirabique des autres herbivores domestiques et des porcins est attestée, soit par l'établissement pour chaque animal d'un certificat identique au modèle défini pour les carnivores domestiques, soit par l'établissement d'un certificat collectif mentionnant outre le nom du propriétaire et la désignation de l'exploitation dans laquelle ces animaux sont entretenus, le signalement de l'effectif vacciné : nombre, espèce, race, sexe, âge, identification, ainsi que la date de vaccination.

Les duplicata des certificats de vaccination des animaux domestiques contre la rage sont conservés pendant un an par les vétérinaires vaccinateurs.

ANNEXE :

Les modèles des carnets de certificats de vaccination antirabique et des carnets de certificats de vaccination antirabique de rappel mentionnés à l'article 5 du présent arrêté sont déposés au Ministère de l'Agriculture (Direction de la qualité, Service Vétérinaire de la Santé Animale).

B - Mesures vis-à-vis des animaux domestiques1/ Animaux errants (14)C.R. A. 211

Les animaux dangereux doivent être tenus enfermés, attachés, enchaînés et de manière qu'ils ne puissent causer aucun accident, soit aux personnes, soit aux animaux domestiques.

Lorsque des animaux errants sans gardien, ou dont le gardien refuse de se faire connaître, sont trouvés pacageant sur des terrains appartenant à autrui, sur les accotements ou dépendances des routes, canaux, chemins ou sur des terrains communaux, le propriétaire lésé, ou son représentant, a le droit de les conduire ou de les faire conduire immédiatement au lieu de dépôt désigné par l'autorité municipale.

Le Maire, s'il connaît le propriétaire responsable du dommage, lui en donne avis. Dans le cas contraire, il est procédé à la vente des animaux, conformément aux dispositions de l'Art. 200 du C.R.

C.R. A. 213

Les maires prennent toutes dispositions propres à empêcher la divagation des chiens et *des chats*. Ils peuvent ordonner que les chiens et les chats soient tenus en laisse et que les chiens soient musclés. Ils prescrivent que les chiens et les chats errants et tous ceux qui seraient trouvés sur la voie publique, dans les champs et dans les bois, seront conduits à la fourrière et abattus si leur propriétaire reste inconnu et s'ils n'ont pas été réclamés par lui. L'abattage est réalisé dès l'expiration du délai de 48 heures après la capture. Dans le cas où ces animaux sont *identifiés* par le port d'un collier sur lequel figurent le nom et le domicile de leur maître ou par tout autre procédé défini par arrêté du ministre compétent, le délai d'abattage est porté à 8 jours.

Les propriétaires, fermiers ou métayers ont le droit de saisir ou de faire saisir par le garde-champêtre ou tout autre agent de la force publique, les chiens que leurs maîtres laissent divaguer dans les bois, ou les récoltes. Les chiens saisis sont conduits au lieu de dépôt désigné par l'autorité communale et si, dans les délais ci-dessus fixés, ces chiens n'ont point été reclassés et si les dommages et les autres frais ne sont point payés, ils peuvent être abattus sur l'ordre du maire.

D. du 6.10.1904 - Art. 9

Tout chien circulant sur la voie publique, en liberté ou même *tenu en laisse* doit être muni d'un *collier* portant, gravés sur une plaque de métal, les nom et demeure de son propriétaire. Sont exceptés de cette prescription les chiens courants portant la marque de leur maître.

2/ Refuges

C.M. du 13.12.1971

1°) Les Municipalités doivent désigner des locaux à l'usage de fourrière et faire procéder, de manière effective, à la capture des chiens et des chats errants.

Lorsque en cas de nécessité, le rôle de fourrière est confié à une Société de protection animale par une Municipalité, un contrat établi entre les deux parties doit comporter, pour les chiens et les chats, l'obligation de la stricte application des dispositions de l'article 213 du Code rural. La surveillance de cette application qui ne saurait, dans aucune fourrière, souffrir d'exception est exercée sous la responsabilité du Maire.

(14) Ces textes ne sont pas les seuls à combattre la divagation des chiens et des chats. L'Arrêté Réglementaire Permanent de la police de la *chasse* ainsi que les articles du C.R. réglementant la chasse vont dans le même sens. Il convient de signaler cette *coïncidence entre les impératifs sanitaires et cynégétiques, voire de l'élevage (troupeaux de moutons...)*.

2°) Dans les établissements des Sociétés de protection animale jouant à la fois le rôle de *fourrière* pour les animaux errants et de *refuge* pour ceux remis par leurs propriétaires, les animaux de *chacune de ces deux catégories doivent être hébergés dans des locaux différents* excluant leur contact. Un contrôle sévère sera exercé afin que seuls puissent être *livrés, pour l'adoption, des animaux ayant séjourné six mois au moins chez leur dernier propriétaire*, celui-ci étant tenu d'attester de la durée de ce séjour dans la déclaration d'abandon.

3°) Les responsables des *fourrières* ne doivent *restituer un animal* à son propriétaire qu'en échange de la *signature d'un document* soulignant les *risques que cet animal constitue en matière de transmission de rage*, du fait qu'il a erré en dehors de tout contrôle pendant une certaine période. Ce document doit comporter pour le même motif, dans les départements où sévit la rage, la recommandation de faire procéder à l'abattage immédiat de l'animal.

D. 6.10.1904 - Art. 10

Lorsque le chien peut être remis à son propriétaire, ce dernier sera tenu d'acquitter les frais de conduite, de nourriture et de garde, d'après un tarif fixé par l'autorité municipale.

Les chiens destinés à être abattus peuvent être livrés à des établissements publics d'enseignement ou de recherches scientifiques.

De plus, l'A.M. du 2.06.1975 impose aux lieux de dépôt, fourrières, refuges de S.P. servant de fourrière, en vue de leur homologation, "la description des aménagements permettant d'assurer la protection des animaux contre les animaux de même espèce ou d'autres espèces naturellement hostiles".

C.M. 13.01. et 19.05.1972

Afin d'uniformiser les mesures qui doivent être prescrites en matière de rage et de mettre en concordance les arrêtés pris dans chaque département, ci-joint le modèle d'arrêté qu'il convient de publier en fonction de la situation eu égard à la rage.

MODELE D'ARRETE PREFECTORAL

relatif à la divagation des chiens et chats et aux refuges d'animaux en dehors des zones d'endémicité rabique et en temps normal.

Le Préfet arrête :

Art. 1er

Les chiens et chats errants et tous ceux qui seraient trouvés, sur la voie publique ou dans les champs, non munis d'un collier portant le nom et le domicile de leur maître, ou ne présentant pas de tatouage d'identification seront conduits à la fourrière et abattus après un délai de 48 heures s'ils n'ont point été réclamés et si le propriétaire reste inconnu. Le délai est porté à 8 jours francs pour les chiens et chats avec collier ou pour les chiens portant la marque de leur maître ou un tatouage d'identification. Lorsque la capture d'un chien ou d'un chat errant paraît devoir présenter des dangers en raison du comportement agressif ou suspect de l'animal, l'abattage pourra être effectué sur place par un agent de la force publique. Doit être considéré comme errant, tout chien ou chat inconnu et non immédiatement sous la surveillance de son maître.

Art. 2

Les chiens et chats ayant mordu des personnes ou des animaux sont mis en observation jusqu'à ce que le diagnostic puisse être établi par un vétérinaire sanitaire du département aux frais du propriétaire.

Art. 3

Les Municipalités doivent désigner des locaux à l'usage de fourrière et faire procéder de manière effective à la capture des chiens et des chats errants. Les propriétaires auxquels sont restitués les chiens ou chats capturés sont tenus d'acquitter les frais de conduite, de nourriture et de garde conformément au tarif fixé par l'Autorité municipale.

Art. 4

Lorsque le rôle de fourrière est confié par une Municipalité à une Société de protection animale ou à des particuliers, un contrat est établi entre les deux parties comportant l'obligation de l'application stricte des dispositions de l'article 1er ci-dessus.

Art. 5

Lorsque les établissements appartenant à des Sociétés de protection animale ou à des particuliers fonctionnent en qualité de fourrière pour les chiens et chats errants et en qualité de refuge pour ceux remis par leur propriétaire, les *animaux de chacune de ces deux catégories* doivent être hébergés dans des *locaux différents excluant leur contact*.

Art. 6

Tout chien et chat ne peut être accepté dans un refuge que si son propriétaire, lors de l'abandon, atteste qu'il est resté en sa possession depuis 6 mois au moins ou depuis sa naissance si l'animal abandonné est âgé de moins de 6 mois.

Art. 7

Les responsables de fourrières ne doivent restituer un chien ou un chat à son propriétaire qu'en échange de la signature d'un document soulignant les *risques* que cet animal présente en matière de transmission de rage, du fait qu'il a erré en dehors de tout contrôle pendant une certaine période et recommandant, en cas de rage constatée dans le département, de faire procéder à l'abattage immédiat de l'animal. Ce document est établi en trois exemplaires : le premier reste en possession du responsable de la fourrière, le deuxième est remis au propriétaire, le troisième est immédiatement adressé au directeur départemental des Services vétérinaires.

3/ Chasse : Arrêté réglementaire permanent de la police de la chasse :

- Régime généralArt. 1er

Pour prévenir la destruction des oiseaux et de toutes espèces de gibier et pour favoriser leur repeuplement, il est interdit de laisser divaguer les chiens dans les terres cultivées ou non, les prés, les vignes, les vergers, les

bois, ainsi que dans les marais et sur le bord des cours d'eau, étangs et lacs.

Art. 2

Tout contrevenant au présent arrêté sera passible de l'article 11 de la loi du 3.05.1844.

(C.R. Art. 374) (D. du 27.09.1955)

Art. 4

Les préfets, sous-préfets, conservateurs des eaux et forêts, commandants de gendarmerie, lieutenants de louveterie, commissaires de police, agents techniques et chefs de districts des eaux et forêts, gardes des fédérations départementales des chasseurs, gardes particuliers assermentés, gardes champêtres, gardes-pêche, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié et affiché dans chaque commune par l'intermédiaire de l'autorité préfectorale et par les soins des maires, (A.M. 16.03.1955).

Il est expressément interdit aux propriétaires de chiens de chasse, de bergers ou autres, de laisser errer ces animaux, alors même qu'ils seraient munis d'un collier ou d'une marque indiquant le nom de leur maître, sur la voie publique dans les terres non closes, cultivées ou en friches, ainsi que dans les bois, à quelque époque de l'année que ce soit.

Il est rappelé que, conformément aux dispositions du code rural, tout chien trouvé errant à l'abandon sur la voie publique et dans la campagne avec ou sans collier, sera immédiatement saisi et mis en fourrière. Il pourra être abattu dans les délais de quarante-huit heures s'il n'a pas de collier et si le propriétaire est inconnu.

Ce délai est de huit jours francs pour les chiens avec colliers ou portant la marque de leur maître. Les propriétaires, fermiers ou métayers, ont le droit de saisir ou faire saisir et conduire à la fourrière les chiens que leurs maîtres laissent divaguer dans les bois, les vignes et les récoltes.

Lorsqu'un chien réclamé sera remis à son propriétaire, ce dernier devra acquitter, à la Caisse municipale, les frais de conduite, de nourriture et de garde avancés par la commune.

Il est interdit de laisser divaguer les chats. Tout chat errant, rencontré à plus de 200 mètres d'une habitation, sera considéré comme chat-haret (chat revenu à l'état sauvage) et pourra être détruit dans les mêmes conditions que les animaux nuisibles.

Les contraventions au présent arrêté seront constatées par procès-verbaux et poursuivies conformément aux lois.

- Régime d'Alsace-Lorraine (Bas-Rhin, Haut-Rhin, Moselle)

Dans ce régime spécial, le droit de chasse n'est pas accordé aux propriétaires, mais mis en adjudication au profit des communes (lois des 7.02.1881 et 7.05.1883). Il s'ensuit la constitution de chasses très giboyeuses, avec garde-chasse rémunéré, louées par des actionnaires provenant souvent d'autres départements.

Aussi la protection du gibier contre les sauvagines est-elle maximale et la destruction du renard largement effectuée. Mais les chiens de chasse accompagnant les chasseurs provenant d'autres régions risquent de disséminer le virus rabique après contamination dans la région infectée, car ces gens de passage risquent d'enfreindre les arrêtés obligeant à la vaccination des chiens de chasse en zone d'enzootie rabique.

A.M. 7.11.1949

Pour prévenir la destruction des oiseaux ou pour favoriser leur repeuplement, les chats rencontrés à plus de 200 mètres des habitations seront considérés comme chats-harets et pourront être détruits dans les mêmes conditions que ces animaux lorsqu'ils auront été classés comme nuisibles dans les arrêtés réglementaires permanents relatifs à la police de la chasse.

Les préfets, sous-préfets, maires et adjoints, conservateurs des eaux et forêts, lieutenants de louveterie, commandants de gendarmerie, commissaire de police, gendarmes, préposés des eaux et forêts, gardes des fédérations départementales de chasseurs, gardes-pêche, gardes champêtres, gardes assermentés des particuliers sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié et affiché dans chaque commune par l'intermédiaire de l'autorité préfectorale et par les soins des mairies.

4/ Concours et expositions.

C.M. du 26.09.1969

L'ouverture d'un concours ou d'une exposition de carnivores domestiques doit faire l'objet d'une demande d'autorisation préfectorale déposée au moins 30 jours avant la date de la manifestation.

Les animaux présentés doivent :

- A - être identifiées individuellement (signalement précis et tatouage) ;
- B - ne présenter aucun signe clinique de maladie (C.M. 18.11.1969, annexe V).

C.M. 19.11.1969 - annexe V

"Si des carnivores domestiques présentés à un concours ou une exposition proviennent d'un département où des cas de rage (quelle que soit l'espèce dont relèvent ces derniers) ont été constatés depuis moins d'un an, ils doivent être vaccinés contre cette maladie depuis plus de 15 jours (à compter de la deuxième injection vaccinale) et moins d'un an".

C.M. 16.01.1975

La participation des carnivores domestiques provenant de l'étranger aux concours et expositions est subordonnée à la présentation :

- 1°) d'un certificat de vaccination anti-rabique en cours de validité attestant que la vaccination a été pratiquée depuis plus d'un mois. Ce certificat devra avoir été authentifié par les autorités vétérinaires du pays d'origine et garantir que l'animal a bien été vacciné par un procédé autorisé par ce pays.
- 2°) d'une traduction officielle en langue française de ce certificat.

C - Mesures vis-à-vis des animaux sauvages.

1/ Mesures sanitaires

En territoire indemne, la destruction de la sauvagine dépendait essentiellement de la police de la chasse. Depuis 1968, l'importance de la rage est telle qu'elle a justifié la publication de nouveaux textes :

C.M. 15.10.1975

"Le territoire national est ainsi défini en deux zones d'action et selon la position géographique du département, vous voudrez bien informer les différents services administratifs et organismes concernés par ce problème d'intérêt public, des moyens mis à votre disposition pour poursuivre la lutte contre la rage

- /A/ dans les : { 18 départements infectés
 18 départements limitrophes immédiatement menacés
 11 départements attenants aux départements immédiatement menacés.
- /B/ sur tout le territoire national :

Cas B :

Gazage des terriers de renards en Mars - Avril - Mai au moyen de chloropicrine mise gratuitement à la disposition des utilisateurs selon les conditions de délivrance et d'emploi prévues par la circulaire du 12.02.1968.

Les demandes de chloropicrine établies par les directeurs D.S.V. en fonction des demandes présentées par les agents assermentés chargés de la police de la chasse et des besoins des personnes autorisées spécialement par les S.V. à faire usage de ce produit, devront parvenir à l'Administration centrale avant le 1er.12.1975.

Les crédits disponibles pour l'acquisition de chloropicrine étant limités par le financement de plus en plus important des autres opérations de prophylaxie de la rage, la répartition du stock acheté, sera effectuée au prorata des demandes présentées et en tenant compte de la situation sanitaire de chaque département eu égard de la rage.

A l'issue des campagnes de gazages des terriers de renards au moyen des toxiques précités, vous voudrez bien me faire parvenir un compte rendu détaillé des résultats obtenus et des éventuelles difficultés rencontrées.

En prévision de l'application en 1976 des dispositions contenues dans la présente circulaire, je vous prie de bien vouloir susciter une réunion placée sous l'autorité préfectorale groupant tous les services administratifs et les organismes concernés, prévoyant notamment la désignation de personnes compétentes pour repérer dès maintenant, les terriers de renards et guider au printemps prochain les équipes chargées dudit gazage.

La conduite dans les départements limitrophes et les départements attenants aux départements immédiatement menacés, tels que définis dans la circulaire ci-dessus, est définie dans la deuxième partie de l'ouvrage, consacrée aux mesures en zone d'enzootie.

2/ Mesures médicales

Elles sont nulles actuellement en France. Certains proposaient pour limiter la destruction des populations vulpines de remplacer la dose toxique des gobs par des anovulatoires ou par des doses de vaccins buccaux (ex : souche ERA, HEP modifiée) comme cela a été préconisé dans d'autres pays que le nôtre (Suisse). Ou bien de remplacer lors du gazage des terriers le poison par un vaccin nébulisable.

Mais l'on n'aura aucun moyen d'identification des animaux ainsi vaccinés et est-ce que 1°) la dose inhalée ou ingérée sera au moins égale à la dose vaccinale ?

2°) l'on atteindra ce "matelas d'animaux vaccinés" (au moins égal à 80 % de la population vulpine) pour empêcher la propagation de la maladie ? Rien n'est moins sûr.

J.O. débats 30.06.1970

"En dépit de la contestation par les sociétés de nature, du bien-fondé de la destruction systématique des renards, parfaitement conscient de la situation préoccupante que l'apparition de la rage du renard crée pour les éleveurs des départements de l'Est de la France, on a pris l'ensemble des mesures qui pouvaient être mises en oeuvre sur le plan national, en *l'état actuel de nos connaissances* pour diminuer au maximum les inconvénients de cette épizootie.

CHAPITRE III : MESURES AUX FRONTIERES.

A - En général.

Ces mesures sont basées sur l'application des articles 244 - 247 et 251 du C.R. et l'A.M. du 17.09.1974.

C.R. Art. 244

Les animaux des espèces chevaline, asine, bovine, ovine, caprine et porcine sont soumis en tout temps, aux frais des importateurs, à une visite sanitaire au moment de leur entrée en France, soit par terre, soit par mer.

La même mesure peut être appliquée aux animaux des autres espèces lorsqu'il y a lieu de craindre, par suite de leur introduction l'invasion d'une maladie contagieuse.

C.R. Art. 247

Le Ministre de l'Agriculture peut prohiber l'entrée en France ou ordonner la mise en quarantaine des animaux susceptibles de communiquer une maladie contagieuse ou tous les objets pouvant présenter les mêmes dangers.

Il peut, à la frontière, prescrire l'abattage, sans indemnités, des animaux malades ou ayant été exposés à la contagion, et, enfin, prendre toutes les mesures que la crainte de l'invasion d'une maladie rendrait nécessaires.

C.R. Art. 251

"Les frais d'abattage, d'enfouissement, de transport, de quarantaine, de désinfection, ainsi que tous autres frais auxquels peut donner lieu l'exécution des mesures sanitaires prescrites, sont à la charge des propriétaires ou conducteurs d'animaux".

A.M. 17.09.1974

"Est prohibée l'importation sous tous régimes douaniers, y compris le transit dans le territoire douanier métropolitain, ainsi que chacun des départements français d'outre-mer de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion, de tous les animaux vivants vertébrés repris à la position 01-06 C du tarif des douanes.

Des dérogations aux dispositions du présent arrêté pourront être accordées par le Ministre de l'Agriculture soit à titre général, soit sur demande particulière des importateurs".

B - En matière de rage

a) Importation et ré-importations

Par avis du J.O. du 24.04.1975 et du 20.06.1975, une dérogation générale à la prohibition d'importation est accordée vis-à-vis des *carnivores domestiques âgés de plus de trois mois*, destinés ou non à la vente en France. En matière de rage,

* L'importation de chiens et de chats vivant en France - exportés temporairement, et de *moins de trois mois* à leur retour - est subordonnée à une demande de dérogation à la D.S.V. à Issy-les-Moulineaux.

* Pour les autres, *âgés de plus de trois mois*-vivant en France et exportés temporairement - ou importés d'un pays infecté, leur introduction est subordonnée à la présentation d'un certificat de vaccination antirabique délivré par le vétérinaire officiel du pays d'origine, attestant que la vaccination a été effectuée depuis plus d'un mois et moins d'un an ou qu'un rappel a été effectué depuis moins d'un an.

Dans le cas où ces animaux seraient importés d'un pays indemne de rage depuis plus de 3 ans, le certificat de vaccination antirabique peut-être remplacé par un certificat délivré par le vétérinaire officiel du pays d'origine dans les cinq jours précédant le départ, attestant que l'animal est en bon état de santé, qu'il provient d'un pays indemne de rage depuis plus de 3 ans et qu'il a séjourné dans ce pays depuis plus de 6 mois ou depuis sa naissance.

En l'absence de ces certificats, les animaux sont refoulés.

Pour les visons, leur entrée en France ou dans les D.O.M. est subordonnée à la présentation au bureau de douane d'un certificat délivré par un vétérinaire officiel du pays d'origine attestant que les animaux :

α - sont en bon état de santé;

β - proviennent d'une exploitation qui depuis 6 mois au moins est indemne de maladies contagieuses de l'espèce - notamment de rage - et distante de plus de 20 km de tout foyer de rage (Avis J.O. du 24.04.1975).

Toute dérogation pour l'importation d'autres carnivores est suspendue (15).

Les textes sont muets en matière de rage pour les autres espèces domestiques, herbivores et porcins, oiseaux, voire animaux de laboratoire : rongeurs, primates.

b) Exportations

Depuis l'infection de la France en 1968, l'exportation des carnivores domestiques vers des états étrangers est réglementée. Elle reste en général possible sur présentation d'un certificat officiel de vaccination antirabique en cours de validité. Certains pays, tel le Danemark vaccinent systématiquement au poste de douane, d'autres tel le Canada doublent cette vaccination d'une mise en quarantaine. (C.M. du 14.02.1972 et 29.01.1973).

(15) La prohibition d'importation de tous les carnivores sauvages (genettes, fennecs....) et de nombreux autres animaux (singes, chauves-souris), souvent désormais animaux de compagnie, pose de nombreux problèmes car ces animaux ne devraient se trouver en France que dans des parcs Zoologiques ou certains instituts scientifiques.

Il convient de signaler leur présence illégale au D.S.V. et, par ailleurs, de refuser leur vaccination antirabique lorsqu'elle est réclamée par le propriétaire : en effet, les contre-indications du vaccin canin sont inconnues chez ces espèces et surtout la réglementation ne prévoit nullement cette vaccination.

En vertu d'une C. du 5.06.1975, les certificats sanitaires d'exportation d'animaux vivants, délivrés par les D.D.S.V. à partir du 1er.09.1975 sont tous authentifiés par un seul type de cachet.

Dans les départements d'outre-mer, indemnes à ce jour, compte tenu de la situation sanitaire du territoire métropolitain eu égard de la rage, il apparaît indispensable d'appliquer aux animaux issus dudit territoire les mêmes règlements qu'à des animaux issus de pays étrangers (C. du 1er.02.1971).

DEUXIÈME PARTIE

REGION ATTEINTE PAR L'ENZOOTIE RABIQUE

DEUXIÈME PARTIE : REGION ATTEINTE PAR L'ENZOOTIE RABIQUE.

Cette seconde partie comprend trois chapitres : d'une part les mesures permanentes renforcées du fait de la gravité de la situation, d'autre part les mesures exceptionnelles à appliquer dans un foyer de rage, enfin la lutte contre les animaux sauvages.

CHAPITRE I : MESURES PERMANENTES RENFORCEES.

A - Dépistage et diagnostic.

Les mesures prescrites sont les mêmes qu'en territoire indemne, sauf en ce qui concerne les animaux mordeurs :

D. 13.09.1976 Art. 4

..... est considéré comme un animal suspect :

" b) tout animal sensible à la rage, qui, dans une zone déclarée atteinte par arrêté ministériel, a mordu ou griffé soit une personne *soit un animal domestique.*

Les animaux suspects et *ceux qu'ils auraient pu éventuellement contaminer* sont placés par arrêté préfectoral sous la surveillance des S.V."

B - Vaccination.

C.R. Art. 232-5

"Lorsqu'il l'estime nécessaire pour enrayer la propagation de la rage, le ministre compétent peut, dans les conditions et selon les modalités qu'il détermine :

- Rendre obligatoire la vaccination antirabique",

ainsi pour les bovins, chiens et chats du département de l'Oise (A.M. 23.11.1976).

C - Animaux errants - Refuges.

C.R. Art. 232-2

"Dans les *territoires couverts par un arrêté ministériel déclarant une zone atteinte de rage*, les chiens et les chats errants dont la capture est impossible ou dangereuse *sont abattus sur place* par les agents de la force publique, les lieutenants de louveterie, les agents assermentés chargés de la police de la chasse, ou toute personne titulaire d'un permis de chasse à ce requis par le maire.

Les chiens et les chats errants - dans les mêmes territoires - sont capturés et transportés en fourrière à la diligence du maire. Les *chats sont abattus immédiatement* et les chiens après un délai de 48 heures au cours duquel ils peuvent être restitués à leur propriétaire sur présentation d'un certificat de vaccination antirabique valablement établi et en cours de validité (Art. 8 du D. 13.09.1976)

D - Concours et expositions.

En plus des mesures valables sur tout le territoire national, le législateur a adopté une attitude beaucoup plus restrictive :

C.R. Art. 232-5

Lorsqu'il l'estime nécessaire pour enrayer la propagation de la rage, le ministre compétent peut, dans certaines conditions et selon les modalités qu'il détermine, réglementer la circulation, le transport et l'exposition dans les lieux publics d'animaux domestiques ou sauvages.

+ C.M. 5.09.1974

"Organisation des concours et expositions dans les départements déclarés infectés".

Dans les départements déclarés infectés de rage, l'organisation des concours et expositions de carnivores domestiques doit en plus satisfaire les dispositions suivantes :

Il est exigé pour tous les animaux un certificat de vaccination antirabique conforme au modèle réglementaire. Ce certificat doit attester que la vaccination a été pratiquée depuis :

- plus de 15 jours et moins d'un an, à compter de la 2ème injection dans le cas de primo-vaccination ;
- plus de 15 jours et moins d'un an dans le cas d'une vaccination de rappel effectuée avant l'expiration du délai de validité de la primo-vaccination ou de l'injection de rappel précédente.

En outre, ces concours peuvent être interdits.

E - Importation - Exportation

Mêmes dispositions. A signaler l'opportunité d'harmoniser les vaccinations entre pays limitrophes (zones infectées) : vaccins vivants, vaccins inactivés selon des protocoles différents (en Suisse : une seule injection de vaccin inactivé suffit....).

F - Chiens

Cas particulier en zone atteinte, couverte par un arrêté déclaratif d'infection, circulation libre s'il existe un certificat de vaccination à présenter à toutes réquisitions. Sinon, les animaux sont tenus en laisse et muselés.

CHAPITRE II : DANS UN FOYER DE RAGE DOMESTIQUE.

A - Malades

C.R. Art. 232

La rage lorsqu'elle est constatée chez les animaux de quelque espèce qu'ils soient entraîne l'abattage, qui ne peut être différé sous aucun prétexte. (16)

D. 13.09.1976 - Art. 1er

Toute personne qui a constaté chez un animal les symptômes caractéristiques de la rage doit, si elle en est propriétaire, ou si elle en a la garde ou la charge des soins, procéder ou faire procéder à son abattage sur place et sans délai. (16)

Lorsqu'ils sont reconnus atteints de rage, les animaux vivant à l'état sauvage et les animaux abandonnés ou errants sont abattus sans délai soit par les agents de la force publique, soit par les lieutenants de louveterie, les agents assermentés chargés de la police de la chasse ou toute personne titulaire d'un permis de chasser à ce requis par le maire.

C.R. Art. 240

L'exposition, la vente ou la mise en vente des animaux atteints ou soupçonnés d'être atteints de maladie contagieuse sont interdites. Si la vente a lieu, elle est nulle de droit, que le vendeur ait connu ou ignoré l'existence de la maladie dont son animal était atteint ou suspect.

C.R. Art. 253

La chair des animaux morts de maladie quelle qu'elle soit ou abattus comme atteints de rage ne peut être vendue ou livrée à la consommation. (17)

(16) Il est pratiquement impossible d'affirmer ou d'infirmier *avec certitude* le diagnostic de rage. Aucun critère clinique pathognomonique n'existe si ce n'est un faisceau de signes nerveux associé à une évolution fatale en quelques jours, accompagnée de paralysies envahissantes. De ce fait la limite entre le malade et le *suspect légal* est assez floue.

La logique impose donc à tout praticien devant un cas litigieux de faire placer - dans la mesure où *aucun risque n'est encouru* - l'animal sous surveillance avec séquestration et en cas de mort dans les quelques jours, de faire effectuer le diagnostic expérimental par l'un des laboratoires agréés.

(17) Le virus rabique est un virus fragile que la cuisson détériorerait, par contre, l'habillage des carcasses d'animaux malades ou contaminés représente un réel danger du fait du risque d'inoculation accidentelle par des esquilles d'os.

Dans le cas particulier des bovins : (18)

A.M. 22.07.1974

Il est alloué une indemnité aux propriétaires dont les bovins sont atteints de rage, dès lors qu'est apportée la preuve de la vaccination antirabique de ces animaux.

L'indemnité allouée est égale à la valeur d'estimation des bovins, établie en faisant abstraction de l'existence de la rage.

L'attribution de l'indemnité est subordonnée à la production d'un *certificat de diagnostic positif* (19) de rage délivré par un laboratoire agréé auxquels l'encéphale des bovins concernés aura été adressé par examen.

A.M. 26.08.1974

L'indemnisation des propriétaires de bovins atteints de rage est subordonnée à la présentation du certificat sanitaire de chaque animal concerné portant inscription de la date de sa vaccination antirabique effectuée à l'aide d'un vaccin officiellement autorisé.

Pour donner droit à l'indemnisation, la 1ère vaccination contre la rage, dite "primovaccination" des bovins atteints doit avoir été effectuée depuis *plus de 3 mois et moins d'un an* à compter du jour de l'apparition des premiers symptômes de la maladie.

Pour les vaccinations suivantes, dites de "rappel", l'injection vaccinale doit avoir été faite *moins d'un an* avant l'apparition des premiers symptômes de rage.

L'estimation de la valeur de l'animal est faite en tenant compte de l'âge et de l'état d'entretien du sujet par la D.D.S.V. ou son représentant, ou, si le propriétaire le désire (et, dans ce cas, à ses frais) par un expert choisi par lui sur une liste dressée par le préfet, après avis des organisations agricoles intéressées.

C. du 10.09.1974

"Je vous prie de bien vouloir contrôler le cas échéant, que les vaccinations de rappel des bovins concernés ont bien été effectuées *avant* l'expiration du délai de validité de la primo-vaccination ou de l'injection de rappel de l'année précédente.

Si ce délai a été dépassé, ces vaccinations seront considérées comme des primo-vaccinations avec toutes les conséquences qui s'y rattachent.

(18) Ces mesures sont largement concurrencées par les assurances. En effet, pour une somme modique (de l'ordre de 15 F/animal), certaines compagnies d'assurances couvrent dans leur contrat le risque de rage chez le bétail. Aussi, face au prix plus élevé de la vaccination antirabique, le risque est grand et de plus en plus actuel qu'une forte partie des exploitants ne demandent plus la vaccination de leur cheptel et la remplace par l'assurance.

(19) Il est exigé un certificat de *laboratoire agréé* afin d'éviter les erreurs de diagnostic (maladies à symptomatologie proche : listerose... autres encéphalites...) voire les fraudes toujours possibles.

D. 13.09.1976

Art. 2

Lorsque le diagnostic de rage a été confirmé par un organisme ou une personne habilités à cet effet, le ministre de l'agriculture peut immédiatement déclarer zone atteinte par la maladie le département, ou tout autre territoire défini selon les nécessités, dans lequel a été trouvé l'animal enragé.

L'arrêté ministériel portant déclaration d'une zone atteinte par la rage est affiché dans les mairies de la circonscription qu'il concerne et inséré deux fois, à huit jours d'intervalle, dans deux journaux régionaux ou locaux de grande diffusion. En outre, et notamment lorsque l'extension de la maladie revêt un caractère envahissant, le ministre de l'agriculture procède ou fait procéder par les préfets à toute autre mesure de publicité qu'il juge appropriée. (20)

B - Suspects

Art. 4

"Est considéré comme un animal *suspect* : (21)

- 1° - Tout animal sensible à la rage qui, en quelque lieu que ce soit, a, sans raison apparente et contrairement à son comportement habituel, mordu ou griffé une personne ;
- 2° - Tout animal sensible à la rage qui, dans une zone déclarée atteinte par arrêté ministériel, a mordu ou griffé soit une personne, soit un animal domestique ;
- 3° -- Tout animal sensible à la rage qui présente des symptômes non susceptibles d'être rattachés de façon certaine à une autre maladie.

Toute personne qui est propriétaire ou qui a la garde ou la charge des soins d'un animal ayant été en contact, par morsure, griffure, ou de toute autre manière, avec un animal suspect est tenue d'en faire la *déclaration au maire*.

Les animaux suspects et ceux qu'ils auraient pu éventuellement contaminer sont placés, par arrêté préfectoral, sous la *surveillance des services vétérinaires*. Les maires peuvent en ordonner l'abattage dans le cas où ils présenteraient un danger pour les personnes ou lorsque les circonstances locales ne permettent pas la mise en oeuvre effective et immédiate des mesures de surveillance prescrites.

L'arrêté préfectoral de mise sous surveillance est rapporté lorsque l'existence de la rage n'a pas été mise en évidence par les services vétérinaires. *Dans le cas contraire*, il lui est substitué en temps utile un arrêté de déclaration d'infection pris dans les conditions prévues par l'*article 228* du code rural".

C.R. Art. 232

"Les animaux domestiques suspects de rage et ceux qu'ils auraient pu contaminer hormis le cas où ils se trouvent déjà soumis à des mesures de police sanitaire par l'effet d'un arrêté en application de l'Art. 228 C.R. sont placés par arrêté du préfet sous la surveillance des services vétérinaires.

Tout propriétaire, toute personne ayant à quelque titre que ce soit la charge des soins ou la garde d'un animal domestique ayant été en contact, soit par morsure ou par griffure, soit de toute autre manière, avec un animal reconnu enragé, ou suspect de l'être, est tenu d'en faire immédiatement la déclaration au maire de la commune où se trouve l'animal ainsi contaminé".

Les carnivores domestiques ayant été en contact avec un animal reconnu enragé sont abattus. Il en est de même pour tout autre animal domestique mordu ou griffé par un animal reconnu enragé. Toutefois, à la demande expresse de leur propriétaire, les chiens, herbivores, et porcins valablement vaccinés contre la rage pourront dans certains cas et sous certaines réserves être conservés. Ces cas et ces réserves sont déterminées par un arrêté ministériel du 29.11.1976, ainsi que les conditions et modalités requises pour que la vaccination soit considérée comme valable.

L'abattage des animaux domestiques suspects et de ceux qu'ils auraient pu contaminer de rage, peut être ordonné *dans tous les cas* si ces animaux se montrent dangereux ou si le respect des mesures de police sanitaire qui leurs sont applicables ne peut être ou n'est pas assuré.

L'abattage des animaux domestique sus-visés est effectué à la diligence des propriétaires ou détenteurs, ou dans le cas où ces derniers seraient défaillants, par les agents de la force publique.

(20) Cette délimitation par A.M. d'un "territoire infecté" peut paraître une mesure sévère car la rage est une maladie fort peu contagieuse en soi. Pourtant cette mesure est justifiée car :

- Un chien ou un chat contaminé peut - lors d'une fugue - transporter la maladie à des dizaines de kilomètres.
- La transmission du virus par les espèces sauvages est totalement incontrôlable, surtout par les jeunes renards qui, en automne, chassés par leur mère, doivent conquérir leur propre territoire, parfois fort loin de leur terrier natal.

En effet, on assiste à des cas de rage sporadiques à plusieurs centaines de km du front : foyer allumé par un carnivore domestique non vacciné que ses propriétaires ont emmené avec eux lors d'une promenade en zone atteinte et qui a été contaminé à ce moment là, (un chat de la région de Charenton en 1976), bovins exportés du Nord-Est et découverts enragés dans le Loiret, l'Yonne, le Tarn...

Il est à souligner que tout traitement pastorien des animaux est désormais implicitement interdit.

(21) Le législateur utilise le terme "d'animal sensible à la rage" ce qui paraît être un choix peu judicieux et en désaccord avec la terminologie des textes antérieurs.

G.R. A. 224 "Maladies réputées contagieuses : La rage *dans toutes les espèces* (toutes les espèces sont présumées sensibles et le sont réellement).

Par ailleurs, la suspicion n° 3 tend à supprimer la possibilité de la coexistence de deux maladies (dont la rage), pathogéniquement et épidémiologiquement très grave.

A.M. 29.11.1976

Art. 1er

Pour bénéficier des dispositions de l'article 232 (4^e alinéa) du code rural relatif à la conservation d'un chien contaminé de rage, le propriétaire doit en faire la demande *écrite* au Directeur des Services Vétérinaires du département où la contamination s'est produite.

Dans cette demande, le propriétaire indique qu'il accepte de prendre *l'entière responsabilité* des éventuelles conséquences résultant de la conservation de son animal.

Art. 2

A l'appui de sa demande le propriétaire doit fournir un *certificat de vaccination* antirabique conforme au modèle fixé par le Ministre de l'Agriculture, portant le *numéro d'identification dermatographique* du chien.

Pour être valable cette vaccination doit, au jour de la contamination de l'animal, avoir été effectuée :

En cas de primo-vaccination, depuis plus d'un mois et moins d'un an à compter de la date de la deuxième injection d'un vaccin officiellement autorisé ;

En cas de vaccination de rappel, depuis moins d'un an à compter de la demande d'injection d'un vaccin officiellement autorisé.

Art. 3

La demande de dérogation à l'abattage d'un chien contaminé de rage doit être accompagnée, en outre, de la *carte d'identification par tatouage* de l'animal délivrée conformément aux dispositions du décret n° 74-195 du 26.02.1974 susvisé et des arrêtés ministériels en vigueur.

Art. 4

Dans le cas où les conditions énumérées aux articles 1er, 2 et 3 du présent arrêté sont remplies, le chien contaminé de rage devra, pour être conservé, recevoir une *injection de rappel* de vaccin antirabique avant l'expiration d'un délai de quarante-huit heures suivant la *réception* de la confirmation, par un laboratoire officiellement agréé, de la rage chez l'animal qui est à l'origine de la contamination.

Le *certificat* de vaccination antirabique de rappel conforme au modèle défini par le Ministre de l'Agriculture, délivré par le vétérinaire vaccinateur sera joint à la demande de dérogation à l'abattage de l'animal.

Art. 5

Tout chien contaminé de rage bénéficiant de la dérogation à l'abattage prévue par l'article 232 (4^e alinéa) du code rural est placé, par arrêté du préfet, sous la *surveillance des Services Vétérinaires* pendant une durée de *trois mois* et sera soumis, aux frais de son propriétaire, à la visite d'un vétérinaire sanitaire à *l'issue de chacun de ces mois* de surveillance.

Art. 6

Lorsque la contamination de l'animal n'a pas eu lieu dans la commune où réside son propriétaire, le Directeur des Services Vétérinaires du département

peut autoriser ce dernier à conduire son chien muselé et tenu en laisse à son domicile, même si, celui-ci est situé hors du département. Dans ce cas, il lui appartient d'informer le Directeur des Services Vétérinaires du département d'accueil de ce transfert et des mesures à prendre à l'égard de cet animal.

Art. 7

L'arrêté de mise sous surveillance est levé à l'issue du troisième mois si aucun symptôme de rage n'est constaté. Toutefois, le propriétaire doit s'engager par écrit à ne pas se dessaisir de son animal avant l'expiration d'un nouveau délai de neuf mois.

Art. 8

Pendant les trois mois de mise sous surveillance, l'apparition d'un signe de quelque maladie ou la mort, quelle qu'en soit la cause, doivent entraîner, sans délai, la présentation de l'animal ou de son cadavre au vétérinaire sanitaire sous la surveillance duquel il est placé ; sa disparition doit de même, lui être immédiatement signalée.

Pendant les neuf mois suivants, les mêmes obligations sont imposées au propriétaire, qui doit tenir informé le Directeur des Services Vétérinaires du département où se trouve l'animal.

Art. 9

Pour bénéficier des dispositions de l'article 232 (4^e alinéa) du code rural relatif à la conservation des herbivores et des porcins mordus ou griffés par un animal reconnu enragé, le propriétaire doit en faire la demande écrite au Directeur départemental des Services Vétérinaires.

Dans cette demande, le propriétaire indique qu'il accepte de prendre l'entière responsabilité des éventuelles conséquences résultant de la conservation de ses animaux.

Art. 10

La preuve de la vaccination antirabique des solipèdes et des bovins visés à l'article précédent est apportée par la présentation du certificat de vaccination antirabique mentionnant le signalement détaillé de chaque animal ou, en ce qui concerne les bovins, par la présentation du certificat sanitaire individuel mentionnant le numéro d'identification de l'animal et portant inscription de cette vaccination.

Pour les autres herbivores domestiques et les porcins, la preuve de la vaccination antirabique est apportée soit par la présentation d'un certificat individuel mentionnant le signalement détaillé de chaque animal, soit par la présentation d'un *certificat collectif* concernant la totalité des animaux de la même espèce entretenus dans l'exploitation.

Art. 11

Lorsque les conditions énumérées aux articles 9 et 10 du présent arrêté sont remplies, la dérogation à l'abattage des solipèdes et des bovins contaminés de rage n'est accordée que si ces animaux reçoivent une injection de rappel de vaccin antirabique avant l'expiration d'un délai de quarante-huit heures suivant la réception de la confirmation, par un laboratoire officiellement agréé, de la rage chez l'animal qui est à l'origine de la contamination.

La dérogation à l'abattage des autres herbivores domestiques et des porcins concernés n'est accordée que si le rappel de vaccination antirabique est effectué dans les conditions prévues au paragraphe précédent, sur la totalité des animaux figurant sur le certificat de vaccination présenté à l'appui de la demande de dérogation.

Art. 12

Les herbivores et les porcins bénéficiant de la dérogation à l'abattage prévue à l'article 232 (4^e alinéa) du code rural, hormis le cas où ils se trouvent déjà soumis à des mesures de police sanitaire par l'effet d'un arrêté portant déclaration d'infection rendu par application de l'article 228 du code rural, sont placés, par arrêté du préfet, sous la surveillance des services vétérinaires pendant une durée de trois mois.

Cet arrêté prévoit notamment que ces animaux auxquels sont appliquées les dispositions de l'article 8 (1^{er} alinéa) du présent arrêté seront visités aux frais de leur propriétaire par le vétérinaire sanitaire concerné à l'issue de chacun des trois mois de surveillance.

L'arrêté de mise sous surveillance est levé à l'issue du troisième mois si aucun symptôme de rage n'est constaté.

C.R. A. 232-1

"Tout animal ayant mordu ou griffé des animaux domestiques, dans les territoires définis par Arrêté du ministre compétent dans lesquels la rage a été observée, est, si l'on peut sans saisir sans l'abattre, soumis par son propriétaire ou détenteur et à ses frais, à la surveillance d'un vétérinaire".

C - Contaminés

D. 13.09.1976

Art. 3

Est considéré comme un animal *contaminé* :

- 1° - Tout *carnivore* ayant été *en contact* avec un animal chez qui le diagnostic de rage a été confirmé ;
- 2° - Tout *animal* sensible à la maladie qui a été *mordu ou griffé* par un animal chez qui le diagnostic de rage a été confirmé.

Toute personne qui est propriétaire ou qui a la garde ou la charge des soins d'animaux domestiques contaminés est tenue d'en faire immédiatement la déclaration au maire. Celui-ci doit faire procéder sans délai à leur *abattage*, à moins qu'il ne s'agisse de chiens, d'herbivores ou de porcins valablement vaccinés dont la *conservation*, sous réserve d'avoir été expressément demandée par les propriétaires, est reconnue possible dans les conditions fixées par l'arrêté ministériel prévu à l'article 232 du code rural.

En outre, il est sursis à l'abattage des animaux contaminés qui ont mordu ou griffé une personne : ces animaux sont placés sous surveillance au même titre que les animaux suspects.

Art. 6

Sous réserve des dispositions de l'article 7, les animaux domestiques *suspects et les animaux contaminés* dont la *conservation* (22) par leur propriétaire a été autorisée ne peuvent faire l'objet d'aucune transaction à titre gratuit ou onéreux. Ils ne peuvent être transportés hors des locaux, cours, enclos, herbages et pâturages où ils sont entretenus sans autorisation du directeur départemental des services vétérinaires, sauf en vue de leur abattage lorsque celui-ci est prescrit.

Art. 7

Les herbivores et les porcins contaminés peuvent être cédés pour être abattus en vue de la consommation, à condition que l'abattage de ces animaux soit pratiqué dans un délai compris entre *quarante-huit heures et huit jours* après la contamination, et sous réserve de ne pas appartenir à un effectif dans lequel la rage a été mise en évidence depuis moins de six mois. (23)

Remarque : Les chats - même vaccinés - sont abattus lorsqu'ils ont été contaminés, même par simple contact.

D. du 13.09.1976 - Art. 11

Les infractions aux dispositions des articles 1er et 3 à 9 inclus du présent décret sont punies d'une amende de 600 à 1.000 francs, qui peut être portée au double en cas de récidive ou de refus de déférer à une injonction des autorités investies du pouvoir de police d'observer les mesures prescrites par les mêmes dispositions.

(22) Ces mesures conservatoires se justifient par le choix entre deux risques : celui de la vaccination de rappel après contamination (procédé faillible), ceux de la non-vaccination ou de la non-déclaration de la contamination - pourtant réglementaires - car l'immunité conférée à titre obligatoire devenait nulle dès lors qu'elle était utile. Mais elles entraînent d'autres risques sanitaires (séquestration pendant un an) et médicaux (irrégularité individuelle de l'immunité) d'où *sélection des vaccins* (valeur "curative", sélection sur leur antigénicité) et *contrôle sérologique* avant et après le rappel, le chien étant le plus redoutable relais entre la rage du renard et l'homme.

(23) L'abattage avant 48 heures est logiquement interdit car la plaie rabigène, encore fraîchement souillée, risque d'être très riche en virus. Aussi la manipulation de la carcasse représente un réel danger.

Par ailleurs, la rage ne saurait avoir accompli son incubation totale avant 8 jours, avec excrétion salivaire, d'où ce délai d'abattage maximal.

En outre, la commercialisation de viande d'animaux contaminés risque d'être beaucoup plus difficile du fait de la défiance du consommateur.

D - Vis-à-vis des animaux sains et des locaux

C.R. Art. 228

"Après la constatation de la maladie, le préfet statue sur les mesures à prendre.

Il prend si nécessaire un arrêté portant déclaration d'infection. Cette déclaration peut entraîner dans le périmètre qu'elle détermine l'application des mesures suivantes :

1 - Isolement, séquestration, la visite, le recensement et la *marque* des animaux et troupeaux dans ce périmètre (24).

2 - La mise en interdit de ce même périmètre.

3 - L'interdiction momentanée ou la réglementation des foires et marchés, du transport et de la circulation du bétail.

4 - La désinfection des écuries, étables, voitures ou autres moyens de transport ; la désinfection ou même la destruction des objets à l'usage des animaux malades ou qui ont été souillés par eux, et généralement des objets quelconques pouvant servir de véhicules à la contagion".

Interdiction possible par le maire, sans qu'il y ait excès de pouvoir, de toute circulation de chiens sur la voie publique pendant une durée de 60 jours. (Arrêt. Conseil d'Etat 21.02.1919 pour la commune de Lons-le-Saunier).

D.M. 13.09.1976

Art. 8

Dans les territoires couverts par un arrêté ministériel déclarant une zone atteinte par la rage, les propriétaires ou détenteurs de chiens peuvent les laisser circuler librement, sous leur surveillance directe, à condition d'être en mesure de présenter à toute réquisition de l'autorité investie des pouvoirs de police un certificat de vaccination antirabique valablement établi et en cours de validité. Les chiens non vaccinés doivent être tenus en laisse et muselés et les chats, même vaccinés, doivent être enfermés ou tenus à l'attache.

D. 14.02.1940 - Art. 1 et 2

"Lorsque la rage prend un caractère envahissant, les préfets peuvent, pour tout ou partie de leur circonscription administrative, et après autorisation du ministre de l'agriculture, interdire la circulation des chiens même muselés et pourvus d'un collier. Ceux circulant sans être tenus en laisse, devront être immédiatement abattus sur place par les agents de la force publique".

Les dispositions de l'article précédent ne sont pas applicables aux chiens de berger et de bouvier, mais seulement lorsque ces animaux sont employés pour l'usage auquel ils sont destinés. (25)

(24) Devant le silence des textes, il serait possible de recourir à la marque au T prévue pour d'autres maladies.

(25) Ces dispositions ne devraient être prises qu'en raison de l'urgence devant la rage sauvage envahissante actuelle. Le retour à la seule prophylaxie sanitaire doit être le but à viser car la vaccination faillible entretient et dissimule le contage, donc s'oppose au but suprême de l'éradication, seule sauvegarde antirabique de la Santé Publique.

A.M. 28.02.1957 : antiseptiques autorisés.

- . hypochlorites de soude, de potasse ou de chaux (solutions à 1° chlorométrique) ;
- . lait de chaux à 10 % (préparé extemporanément à partir de chaux vive) ;
- . soude caustique à 30 g. par litre ;
- . formol commercial (solution à 3 g d'aldéhyde formique par litre) ;
- . crésyl et crésylol.

Dans le cas de rage, la désinfection a lieu de la manière suivante :

1°) *Lavage*, avec l'un des désinfectants, des surfaces et des objets sur lesquels les animaux enragés ont pu répandre leur bave, et particulièrement de l'intérieur des niches et des chenils, des colliers, licols et harnais, ainsi que du sol, des murs et des bas-flancs, mangeoires, râteliers, seaux, barbotoirs, etc...

2°) *Arrosage*, avec l'un de ces désinfectants, des litières, fumiers, restes d'aliments et de fourrages.

3°) *Immersion prolongée* dans l'une des solutions désinfectantes indiquées à l'article 3, des éponges, brosses, couvertures, etc. (A.M. 1er 04.1898, Art. 17).

E - Vis-à-vis des cadavres (animaux morts ou abattus)

Destruction dans les 24 heures.

Enfouissement interdit avant l'examen du vétérinaire sanitaire, à moins que le maire, en cas d'urgence, n'en ait donné l'autorisation spéciale (C.R. Art. 226).

Enfouissement obligatoire dans un enclos communal spécialement affecté à cet usage (C.R. Art. 274).

Si le poids du ou des cadavres dépasse au total 40 kilogrammes les propriétaires ou détenteurs des animaux morts sont tenus d'en faire immédiatement la déclaration au maire de la commune où se trouvent les cadavres (C.R. Art. 264).

Ils doivent les remettre, en entier et non dépouillés, à l'un des équarrisseurs autorisés dans le périmètre comprenant l'exploitation (C.R. Art. 265).

Le dépouillement des cadavres provenant d'animaux morts ou abattus comme atteints de rage est *formellement interdit*. Ils doivent être introduits dans les appareils de stérilisation sans avoir été dépouillés ni débarrassés des phanères. (A.M. du 17.03.1943).

Dans la limite de ce périmètre, les équarrisseurs sont tenus de procéder à l'enlèvement des cadavres, qui doit être effectué dans les 24 heures qui suivent la réception de l'avis du maire (C.R. Art. 267).

Transport à l'atelier d'équarrissage ou à la fosse d'enfouissement en véhicules étanches.

Les voitures sont disposées de manière qu'aucune matière solide ou liquide ne puisse s'en échapper durant le trajet ; elles sont immédiatement nettoyées et désinfectées, ainsi que tous les objets ayant été en contact avec les animaux morts ou abattus comme atteints de maladie.

Les conducteurs et autres personnes employées au chargement ou déchargement et à l'enfouissement des cadavres sont soumis aux mesures de désinfection jugées nécessaires. (D. 6.10.1904, Art. 84)

D.M. du 13.09.1976 - Art. 5

Le cadavre, ou au moins la tête, des animaux contaminés ou suspects abattus ou trouvés morts est envoyé à la direction départementale des services vétérinaires en vue de la confirmation ou de l'établissement du diagnostic.

CHAPITRE III : LUTTE CONTRE LES ANIMAUX SAUVAGES (26)

Depuis 1968, le Ministre de l'Agriculture, assisté du Conseil supérieur de la chasse, prend des arrêtés pour déterminer les espèces d'animaux malfaisants ou nuisibles, que le propriétaire, possesseur ou fermier, peut, en tout temps, détruire sur ses terres et les conditions de l'exercice de ce droit sans préjudice du droit appartenant au propriétaire ou au fermier de repousser ou de détruire, même avec des armes à feu, mais à l'exclusion du collet et de la fosse, les bêtes fauves qui porteraient dommage à ses propriétés. (C.R. Art. 393 et 394).

Il est fait, chaque fois qu'il est nécessaire, sur l'ordre du Préfet, après avis de l'Ingénieur des Eaux et Forêts, des chasses et battues générales ou particulières aux loups, renards, blaireaux, et aux autres animaux nuisibles, sous la direction et la surveillance du lieutenant de louveterie. (C.R. Art. 393 et 394).

Sont considérés comme animaux malfaisants ou nuisibles : le loup, le blaireau, la martre, la loutre, le chat sauvage, le chat haret (chat revenu à l'état sauvage), le putois, la fouine, le belette, l'hermine, la civette, la genette. (A.R.P.P.C., Art. 9).

L'emploi du poison ou des gaz asphyxiants pour la destruction des animaux nuisibles n'est permis que sur une autorisation spéciale du Préfet fixant les jours où il pourra en être fait usage et réglant les précautions à prendre (A. réglementaire permanent de la chasse, Art. 21).

Lorsqu'il y aura lieu de procéder à des traques ou battues pour la destruction des animaux nuisibles, elles seront après avis du Conservateur des Eaux et Forêts, soit ordonnées d'office par le Préfet, soit autorisées par lui sur la demande des autorités locales ou des intéressés, ou sur la proposition du Conservateur des Eaux et Forêts ou des lieutenants de Louveterie.

Ces battues seront dirigées par les lieutenants de Louveterie, sous la surveillance des Officiers des Eaux et Forêts qui remplaceront les lieutenants de Louveterie, si ceux-ci sont absents ou empêchés (A. Réglementaire permanent de la chasse, Art. 19).

La législation concernant la destruction des nuisibles est différente en Alsace-Lorraine (Loi locale 1883 - Ordon. 16.07.1890).

(26) C'est en réalité la partie la plus importante car la rage est une pathobio-cénose du renard en explosion démographique et la rage domestique n'est qu'un épi-phénomène de prolongement occasionnel de la rage sauvage, en même temps que le relais le plus fréquent vis-à-vis de l'homme.

C.R. Art. 232-6

"Sans préjudice de l'application des art. 393 et 394 du C.R., lorsque la rage prend un caractère envahissant et que son extension a son origine dans l'infection des animaux sauvages, les ministres compétents peuvent dans la mesure nécessaire pour arrêter la diffusion du virus, prescrire par arrêtés conjoints, la destruction dans un territoire déterminé, de ces animaux sauvages et l'application des mesures de sécurité que nécessite cette destruction".

D. 13.09.1976

Mesures d'application de l'article 232-6 du code rural.

Art. 13

Le ministre de l'agriculture et le ministre chargé de la chasse déterminent, par un arrêté conjoint, le territoire dans lequel il est nécessaire de procéder à la destruction des animaux sauvages appartenant aux espèces considérées comme vectrices de la rage.

Le préfet ou les préfets compétents arrêtent aussitôt les conditions dans lesquelles seront effectuées les opérations et habilite les personnes chargées d'assister les fonctionnaires ou agents de l'administration et les lieutenants de louveterie dans l'exécution ou le contrôle des mesures de destruction.

Les maires des communes intéressées, en liaison avec les associations communales ou intercommunales de chasse agréées, les sociétés de chasse et les titulaires de droits de chasse ou de destruction désignent les personnes habilitées à repérer les terriers et à guider sur le terrain, le cas échéant, les responsables de la destruction.

Art. 14

Les titulaires de droits de chasse ou de destruction, les propriétaires et locataires de terrains de toute nature, à l'exception des terrains bâtis, cours et jardins attenants à des habitations, sont *tenus de prêter leur concours* à la mise en oeuvre des dispositions prises en application de l'article 13 (3^e alinéa) ci-dessus.

Art. 15

Par exception aux dispositions de l'article 13 (3^e alinéa) du présent décret, le repérage des terriers et le soin de guider les équipes de destruction incombent :

- 1° - Aux agents de l'office national des forêts dans les forêts soumises au régime forestier ;
- 2° - Aux agents relevant de l'autorité gestionnaire dans les parcs nationaux, les réserves naturelles et les réserves nationales ;
- 3° - Aux personnels militaires dans les terrains affectés aux armées.

En outre, l'autorité militaire, dans les terrains affectés aux armées, et l'autorité gestionnaire des parcs nationaux, réserves naturelles et réserves nationales, sur les territoires relevant de leur compétence, sont habilitées à procéder elles-mêmes à la destruction des animaux vecteurs de la rage. Elles rendent compte aux préfets du résultat des opérations. Lorsque ces autorités ne se chargent pas elles-mêmes de la destruction, elles sont tenues de laisser opérer les équipes qui en sont responsables.

Art. 16

Les arrêtés préfectoraux pris en application du présent décret fixent les mesures de sécurité qui doivent être observées lorsqu'il est prescrit de faire usage des produits toxiques prévus par l'article R. 5154 bis du code de la Santé Publique ; ils déterminent notamment la période pendant laquelle ces produits sont utilisés.

Art. 17

Les maires arrêtent les dispositions complémentaires que les circonstances locales rendent nécessaires . Ils informent en particulier les habitants, par tous moyens qu'ils jugent appropriés, des conditions dans lesquelles se dérouleront les opérations de destruction. Ils veillent à ce que les cadavres des animaux détruits soient livrés à l'équarrissage ou enfouis.

Art. 18

En cas de participation financière des collectivités locales à la destruction des animaux vecteurs de la rage, les sommes allouées sont versées au Trésor public pour être rattachées par voie de fonds de concours au budget du ministère de l'agriculture.

Art. 19

Si infraction ou refus, amende de 600 à 1000 francs, qui peut être portée au double en cas de récidive.

A - Méthodes de destruction des renards et dispositions réglementaires.

C.R. Art. 232-7

Dans les territoires où la destruction des animaux sauvages est prescrite par application de l'Art. 232-6-C.R., les propriétaires et locataires de terrains, à l'exception des terrains bâtis, caves et jardins attenants à des habitations - et les titulaires du droit de chasse sont tenus de permettre l'accès de ces terrains aux fonctionnaires et agents des services désignés par l'autorité administrative, aux lieutenants de louveterie ainsi qu'aux personnes chargées spécialement d'effectuer ces destructions ou d'en contrôler l'exécution et habilités à cet effet par le préfet.

D. du 13.09.1976Art. 19

Les infractions aux dispositions de l'article 232-7 du code rural sont punies d'une amende de 600 à 1000 F, qui peut être portée au double en cas de récidive.

C.M. 22.01.1971

Au moment où vont s'intensifier les actions destinées à diminuer la densité des renards sur les zones atteintes ou menacées par la rage vulpine, j'appelle votre attention d'une façon toute particulière sur la nécessité de rendre ces actions aussi spécifiques que possible à l'égard de cette seule espèce.

Vous voudrez bien, au niveau de l'exécution, prendre le maximum de précautions afin de perturber le moins possible les équilibres biologiques et écologiques .

A.I.M. 23.10.1974

"Les dérogations prévues à l'article R 5154 bis du code de la santé publique s'appliquent à HCN absorbé sur la cellulose, présenté en boîte de fer blanc scellée avec clef pour ouvrir.

- Le directeur du C.E.R. de Nancy est habilité à acquérir et détenir les quantités du produit nécessaires. Il a la charge de le délivrer aux personnes responsables du stockage au niveau départemental.
- Le directeur du C.E.R. est chargé de la formation obligatoire des personnes habilitées par les préfets à procéder au gazage des terriers.
- Les personnes responsables du stockage sont désignées nommément par arrêté préfectoral soit parmi les pharmaciens chefs des établissements hospitaliers, soit parmi les pharmaciens titulaires d'une officine.

L'utilisation du produit est assurée dans les conditions suivantes :

. la quantité de produit nécessaire à une semaine de travail est mise à la disposition des personnes chargées de procéder aux opérations de gazage et conservée sous la responsabilité du chef d'équipe.

. Ces agents doivent se conformer au protocole élaboré par le directeur du C.E.R. pour le déroulement des opérations de gazage des terriers. Le produit doit être stocké et manipulé à l'abri de la chaleur.

. La quantité non utilisée doit être remise en fin de semaine au pharmacien responsable du stockage.

Dans les départements où des cas de rage vulpine ont été constatés et dans les départements limitrophes, les opérations de gazage visées ci-dessus sont organisées du début février à fin juin de chaque année par les D.S.V. sous l'autorité des préfets et avec le concours des personnes spécialement habilitées à cet effet.

B - Aires d'application des campagnes - Financement - bilan.

C.M. 22.05.1968

La mise en oeuvre ou l'amplification de la destruction des carnivores sauvages ou sauvagines concerne au premier chef les départements ci-après indiqués auxquels les quantités nécessaires de chloropicrine ont été adressés ou renouvelés : Nord, Pas-de-Calais, Ardennes, Aisne, Meuse, Moselle, Vosges, Meurthe-et-Moselle, Bas-Rhin, Haut-Rhin, Territoire de Belfort, Haute-Saône, Doubs, Jura, Ain, Haute-Savoie.

Ces départements constituent, entre les frontières belge, allemande, suisse et le reste du territoire français, la zone dans laquelle la population vulpine doit nécessairement être réduite pour que les conditions requises pour la propagation de la rage ne soient pas réunies.

Il est en effet admis :

- d'une part, que le renard joue un rôle déterminant dans la propagation du virus rabique dès lors que les animaux de cette espèce atteignent une certaine concentration dans une région donnée ;

- d'autre part, que la rage des animaux sauvages disparaîtrait à partir du moment où la population vulpine serait réduite à moins d'un renard au mile carré (spécialistes de la rage aux U.S.A.).

La destruction des renards doit, bien entendu, être accompagnée de celle des blaireaux et des chats harets.

Il s'avère aussi absolument indispensable que, dans les départements précédemment indiqués, les campagnes entreprises à l'aide de la chloropicrine soient complétées par des battues sans chiens (traques) et, en cas de nécessité, par l'empoisonnement effectué selon les conditions réglementaires.

Il va de soi, pour la meilleure organisation et la plus grande efficacité de ces actions, que des contrats nécessaires doivent être préalablement établis entre la direction départementale de l'Agriculture, la direction des Services vétérinaires départementaux, le représentant local de l'Office national des forêts et la Fédération départementale des chasseurs. Il doit être souligné, en la circonstance que cette collaboration ne s'impose pas seulement dans le but de sauvegarder la santé animale mais aussi - et surtout - la santé humaine.

Des actions analogues à celles prescrites dans les départements du Nord et de l'Est du territoire sont souhaitables dans d'autres départements où pourraient exister de grandes concentrations de renards.

C.M. du 15.10.1975

Cas A : 1°) Incitation à la destruction des renards par attribution d'une prime de 30 francs à toute personne apportant la preuve de la mort d'un de ces animaux. Afin de faciliter l'application de cette mesure, la preuve de la mort d'un renard adulte devra obligatoirement être constituée par la présentation de la queue entière et non dépouillée de l'animal. En ce qui concerne les très jeunes renardeaux, la présentation de leur cadavre entier sera exigée.

2°) Afin d'inciter les fédérations départementales de chasseurs à participer activement aux opérations de prophylaxie de la rage des animaux sauvages, la possibilité est offerte aux D.S.V. des départements ci-dessus désignés de présenter une demande de subvention en faveur des Fédérations qui leur prêtent un concours satisfaisant.

3°) Pour renforcer la protection de certaines zones présentant un intérêt particulier, l'Administration Centrale désignera les départements dans lesquels il sera procédé au gazage des terriers de renards au moyen de l'acide cyanhydrique (HCN).

Ces gazages seront effectués aux frais de l'Etat.

A.I.M. (27)

Art. 1er

Les renards vecteurs préférentiels de la rage sont détruits en tout temps et en tous lieux à l'exclusion des terrains bâtis, cours et jardins attenants à des habitations, dans les départements atteints par l'enzootie rabique désignés par arrêté du ministre de l'agriculture, ainsi que dans les départements menacés suivants :

Ain - Allier - Alpes de Haute-Provence - Hautes-Alpes - Alpes-Maritimes - Ariège - Calvados - Cher - Creuse - Eure - Eure-et-Loir - Haute-Garonne - Indre - Isère - Loir-et-Cher - Loire - Haute-Loire - Loiret - Nièvre - Nord - Orne - Pas-de-Calais - Puy-de-Dôme - Pyrénées-Atlantiques - Hautes-Pyrénées - Pyrénées-Orientales - Rhône - Savoie - Haute-Savoie - Seine-Maritime - Yvelines - Essone - Hauts-de-Seine - Seine-Saint-Denis - Val-de-Marne - Val d'Oise.

Art. 2

Sous réserve des dispositions prévues à l'article 15, dernier alinéa, du décret du 13.09.1976 susvisé et indépendamment des chasses et battues effectuées en application des dispositions de l'article 394 du code rural et de l'article 75-9è du code de l'administration communale, les préfets des départements mentionnés dans l'article 1er ci-dessus font procéder à la destruction des renards conformément aux instructions du ministre de l'agriculture.

Art. 3

Les mesures générales de sécurité entourant les opérations de destruction des renards, prescrites par les préfets, peuvent comprendre pour autant que nécessaire :

- l'interdiction de laisser circuler les chiens et les chats autrement que tenus en laisse, les chiens devant en outre être muselés, ou l'obligation de tenir les chiens et les chats à l'attache ou enfermés ;
- l'obligation de tenir les volailles enfermées ou cantonnées dans des enclos d'où elles ne puissent s'échapper ;
- le maintien en stabulation des herbivores et des porcins ou l'interdiction ou la réglementation de l'accès ou du maintien au pâturage de ces animaux ;
- l'interdiction ou la réglementation de l'accès de certaines parties du territoire aux personnes étrangères aux opérations de destruction des renards ;
- la fermeture de la chasse pendant la durée des opérations dans la zone concernée.

Art. 4

Les mesures particulières de sécurité que nécessite la mise en oeuvre des différents procédés de destruction des renards au moyen de toxiques sont déterminées par les dispositions du décret du 17.05.1974 et des arrêtés du 21.01.1958, du 19.07.1967 et du 23.11.1974 susvisés.

A.I.M. du 25.05.1973

"Dans les départements du territoire national infectés, ou menacés par la rage et pendant une durée de un an à compter de la publication du présent arrêté, il est attribué une prime à toute personne apportant la preuve de la destruction d'un renard. Le taux de cette prime est fixé à 30 francs.

Cet arrêté a été reconduit par les A.I.M. du 22.07.1974 et du 13.05.1975.

(27) Cet arrêté n'a pas encore été publié au Journal Officiel.

Régime des substances vénéneuses lorsqu'elles sont destinées au commerce, à l'industrie ou à l'agriculture.

Est interdite, en date du 1er.01.1944, la vente, la mise en vente ou la distribution à titre gratuit, de produits antiparasitaires à usage agricole n'ayant pas fait l'objet d'une homologation, soit "les produits de défense contre les vertébrés et les invertébrés nuisibles aux cultures et aux produits agricoles". (Loi du 2.11.1943, Art. 1 et 2 et 30.07.1963).

Les toxines (strychnine pour les renards) sont réglementés en Agriculture (A.M. 21.01.1958).

Chapitre premier : Substances toxiques.

Art. 4 - Etiquetage.

Il est interdit de détenir, en vue de la vente, de vendre, de livrer, d'expédier ou de faire circuler ces substances autrement que renfermées dans des enveloppes ou récipients portant inscrit le nom des dites substances, tel qu'il figure dans le tableau 4 (section I). Cette inscription doit être faite en caractères noirs très apparents sur une étiquette rouge orange, fixée de telle sorte qu'elle ne puisse pas être volontairement détachée.

L'inscription ci-dessus visée doit être accompagnée de la mention "POISON" sur une bande de même couleur et faisant le tour de l'enveloppe ou du récipient.

Les fûts, vases ou autres récipients, ainsi que les enveloppes ayant servi à contenir ces substances, ne doivent, en aucun cas, être employés à recevoir des produits destinés à l'alimentation de l'homme ou des animaux. Il est interdit d'employer, pour la vente et le transport de ces substances, les bouteilles dites canettes de bière, les flacons portant inscrit dans la pâte le nom d'un liquide alimentaire, les fûts, vases ou autres récipients portant encore des étiquettes de produits alimentaires ou de boissons quelconques.

Art. 5 - Interdiction des formes employées en pharmacie.

Sont interdites la mise en vente et la vente, sous forme de tablettes, pastilles, comprimés et, d'une manière générale, sous toutes formes usitées pour l'administration des médicaments, des dites substances ou des préparations qui en contiennent, lorsque ces substances ou ces préparations sont destinées à d'autres usages que la médecine ou la pharmacie.

Art. 12 - Appâts empoisonnés.

Les substances visées au présent titre ne peuvent être délivrées en nature lorsqu'elles sont destinées à la confection d'appâts empoisonnés pour la destruction des insectes et des animaux nuisibles. Elles doivent être mélangées à dix fois au moins leur poids de substances inertes et insolubles, puis additionnées d'une manière colorante intense rouge, verte ou bleue. Par dérogation à l'article 2, la vente de ces mélanges est interdite à quiconque n'est pas pourvu du titre de pharmacien (D. du 19.11.1948).

C.M. 13.12.1971

"Après plusieurs années de lutte contre la rage, il est indispensable de dresser un bilan sous forme de tableaux des mesures de prophylaxie utilisées pour contrôler la population vulpine sur notre territoire.

TROISIÈME PARTIE

LA RAGE ZOONOSE - REGLEMENTATION MEDICALE

TROISIÈME PARTIE : LA RAGE ZOONOSE - REGLEMENTATION MEDICALE.

D. 7.08.1972 et 22.01.1973

La rage est à déclaration obligatoire chez l'homme dans le cadre général des maladies humaines à déclaration obligatoire.

A - Conduite du "traitement" en cas de morsure par un animal suspect.

(C.M. Aff. Soc. 30.06.1966)

I - /Appréciation des degrés de gravité/ des contaminations rabiques.

Gravité 0 :

- pas de morsure ou de griffure ;
- uniquement léchage de peau ou de muqueuses saines.

Gravité 1 :

- pas de morsure ou de griffure ;
- uniquement léchage de peau léchée, excoriée, sur les membres ou le tronc.

Gravité 2, 3 :

- morsures ou griffures superficielles, peu nombreuses des extrémités (mains, pieds) ou des organes génitaux ;
- morsures superficielles ou griffures mais multiples du tronc ou des membres ;
- morsures ou griffures profondes mais peu nombreuses du tronc ou des membres.

Gravité 4 :

- morsures ou griffures de la tête, du cou, des mains et des pieds ;
- morsures ou griffures profondes et nombreuses de toutes parties du corps.

II - /Traitement local/ des morsures et blessures pouvant constituer des contaminations rabiques.

Traitement recommandé dans tous les cas :

a) premiers soins :

- lavage immédiat à grande eau, et si possible à l'eau savonneuse.

b) Traitement sous direction médicale :

- nettoyage des blessures ;

- lavage prolongé à l'eau savonneuse ;
- désinfection (alcool ou autre désinfectant, ammonium quaternaire notamment) ;
- application locale facultative de sérum antirabique purifié ;
- prévention antitétanique et éventuellement thérapeutique antibiotique ;
- ne jamais pratiquer de suture immédiate même à la face, faire après quarante-huit heures une suture retardée si nécessaire.

Traitement recommandé dans les cas graves :

- en plus des indications ci-dessus, pratiquer toujours un lavage des morsures avec du sérum antirabique purifié ;
- infiltration de sérum antirabique purifié autour des morsures.

III - Traitement par vaccination antirabique

a) Animal mordeur inconnu, disparu, non soumis à surveillance vétérinaire.

Contamination de gravité 0 : pas de traitement.

Contamination de gravité 1 ou 2 : traitement vaccinal de quatorze injections journalières sous-cutanées dans la région péri-ombilicales de 5 ml chez l'adulte et l'enfant au-dessus de 5 ans et de 2,5 ml au-dessous de 5 ans.

Trente jours et quatre vingt-dix jours après la morsure, premier et deuxième rappel : 0,25 ml en injection intradermique en deux points avec le vaccin phéniqué dilué au demi.

Contamination de gravité 3 ou 4 :

Traitement séro-vaccinal : injection de sérum antirabique purifié à pratiquer sans tenir compte de l'ancienneté de la contamination.

Posologie : 0,5 ml de sérum par kg de poids corporel en injection intra-musculaire, après avoir éprouvé la sensibilité du sujet vis-à-vis du sérum, par une injection intradermique en application si nécessaire à la technique de BESREDKA et avec adjonction d'anti-histaminiques. Vingt-quatre heures après l'injection de sérum, commencer le traitement vaccinal de quatorze injections suivi de deux rappels comme précédemment.

b) Animal mordeur connu (28)

1°) Animal autochtone, n'ayant pas eu de contacts suspects : observation vétérinaire de quinze jours, pas de traitement antirabique sauf si rage durant l'observation.

2°) Animal en provenance de l'étranger mais vacciné depuis moins de un an ; observation vétérinaire de quinze jours, pas de traitement antirabique, sauf si la rage apparaît durant la période d'observation.

(28) Ces textes font la différence entre "l'animal autochtone" et "l'animal étranger". Cette distinction doit être abolie (car elle date de 1966, soit avant l'enzootie). L'on devrait faire à l'heure actuelle la différence entre l'animal issu d'une zone atteinte et l'animal issu d'une zone "présumée indemne".

3°) Animal en provenance de l'étranger et non vacciné valablement :

a) premier examen vétérinaire suspect : traitement vaccinal ou séro-vaccinal suivant la gravité de la contamination. Arrêt au cinquième jour si l'animal est vivant.

b) premier examen vétérinaire non suspect :

- contamination de gravité 0 : pas de traitement ;
- contamination 1 ou 2 : pas de traitement ;
- contamination 3 ou 4 : traitement séro-vaccinal qui sera arrêté au dixième jour si l'animal est vivant et reconnu sain.

c) Cas de sujets mordus, ayant déjà subi un traitement antirabique dans les six mois précédents et qui sont justiciables d'un nouveau traitement.

- contamination de gravité 1 ou 2 :

Faire uniquement trois rappels échelonnés à dix jours d'intervalle de 0,25 ml de vaccin phéniqué dilué au demi en injections intradermiques.

- contamination de gravité 3 ou 4 :

Injection de sérum antirabique purifié comme il est indiqué précédemment, suivie de trois rappels intradermiques échelonnés à dix jours d'intervalle.

IV - /Sérothérapie/

En pays où règne une importante enzootie rabique, devant une morsure de gravité 3 ou 4, l'administration de sérum antirabique est formellement indiquée, quels que puissent être les dangers de manifestations anaphylactiques.

En France, par contre, l'administration de sérum antirabique ; étant donné justement les risques que comporte son injection massive par voie intramusculaire, doit être réservée à des cas particuliers :

- morsure de la face, des mains ou des pieds, par un animal suspect de rage, ou par un animal provenant d'une zone d'enzootie rabique ;
- morsures multiples et profondes par les mêmes types d'animaux suspects.

L'injection sera précédée de la recherche de la sensibilité du sujet au sérum antirabique purifié par injection intradermique de 0,10 ml. Si cette épreuve est négative, l'injection thérapeutique sera de 1/2 ml de sérum purifié par kg de poids corporel et par voie intramusculaire.

Si le test de sensibilité cutanée est positif, il convient de poser l'indication formelle d'administration de sérum en regard de réactions allergiques graves possibles. Si l'indication demeure, malgré cette éventualité, administrer d'abord une ampoule d'un antihistaminique par voie intramusculaire ; injecter un peu plus tard le sérum par la même voie par doses fractionnées en augmentant progressivement la dose injectée et en surveillant le sujet. (C.M. Aff. Soc. 30.06.1966. Annexe).

En plus du traitement pastorien classique, depuis le 23.09.1974 les centres de traitement antirabiques utilisent à titre *préventif* le vaccin de l'Institut Mérieux, sur culture cellulaire, qui se différencie des vaccins précédents par sa totale innocuité et le caractère indolore de la vaccination.

De plus, certains centres l'utilisent à *titre thérapeutique* après exposition selon le schéma suivant :

A/ Sujet vacciné avec le vaccin inactivé de l'Institut Mérieux

Un rappel vaccinal dès après la contamination si la dernière vaccination date de moins d'un an.

Deux ou trois rappels si elle date de plus d'un an.

B/ Sujet non vacciné : Injections à J₀ - J₃ - J₇ - J₁₄ - J₃₀ et J₉₀.

Ce vaccin doit d'ailleurs recevoir bientôt son homologation à titre curatif de la part du Ministère de la Santé. Ce serait là un bien remarquable du fait qu'un même individu pourra recevoir sans dommage, plusieurs traitements antirabiques sans problèmes.

B - Centres antirabiques.

Ils sont portés de 24 à 35 par création de 11 nouveaux centres en France. (C.M. Santé 31.03.1967).

(R.Q.E. J.O. Débats du 12.12.1968)

Dès la constatation du premier cas de rage en France chez un renard de la Moselle, en mars 1968, et lors de sa progression dans le même département, les préfets des départements proches des frontières du Nord et de l'Est ont été invités à mettre en oeuvre les mesures les plus sévères dans le but de combattre efficacement la maladie et, particulièrement, de *protéger la santé humaine* ; leur application a été confiée, pour ce qui les concerne, aux représentants des ministères de l'Agriculture, des Affaires sociales, de l'Intérieur et des Armées ; elles peuvent être ainsi résumées : 1° - la nécessité de la stricte observation des dispositions de police sanitaire prévues par l'article 213 du Code rural concernant la divagation des chiens a été rappelée aux maires ; les chiens errants jouant un rôle considérable dans la propagation de la rage, leur capture, leur mise en fourrière et éventuellement leur abattage, constitue une impérieuse obligation. En outre, les mesures sévères prévues par le décret du 14.02.1940 pour réglementer la circulation des chiens ont été rendues applicables dans les arrondissements infectés de la Moselle et dans une zone de 20 kilomètres de profondeur le long de la frontière, dans les départements des Ardennes, de la Meuse, de la Meurthe-et-Moselle, de la Moselle et du Bas-Rhin. 2° - l'administration a fourni gratuitement aux fédérations départementales de chasseurs les quantités de chloropicrine nécessaires pour effectuer, en complément des battues, des campagnes de destruction des carnivores sauvages. Plusieurs milliers de renards ont été détruits au cours des derniers mois et il est dès maintenant prévu que, à l'époque favorable du printemps, une grande ampleur sera donnée aux opérations de gazage des terriers dans les départements proches des frontières du Nord et de l'Est, tout particulièrement dans les départements frontaliers les plus directement menacés par la présence de la rage des carnivores sauvages dans les pays limitrophes. 3° - Compte tenu de l'impossibilité, à l'heure actuelle, de réaliser de telles campagnes avec efficacité et de la nécessité de faire obstacle, par tous les moyens possibles, à la progression de la maladie, des opérations systématiques de destruction de carnivores sauvages par l'empoisonnement à la strychnine viennent d'être entreprises dans les zones infectées de la Moselle, soit dans les arrondissements de Metz, Thionville et Boulay ; ces opérations d'une durée de dix jours, couvrent une première zone de 60.000 hectares environ comprenant 100 communes ; elles sont effectuées, sous la surveillance des forces de gendarmerie, par 30 équipes dont les personnels, outre les volontaires recrutés par les maires, relèvent des administrations ou organismes intéressés, dont la direction des services vétérinaires, la direction des forêts, l'office national des forêts et le conseil supérieur de la chasse ; l'armée participe aux interventions pratiquées dans les domaines militaires ; des médecins, des pharmaciens, et des secouristes apportent leur contribution

pour les tâches relevant de leur compétence. Des opérations de même nature doivent être renouvelées ou mises en oeuvre dans les zones où la situation sanitaire de la rage pourrait éventuellement, l'exiger.

RQE. Débats Assemblée Nationale

En raison des risques de transmission de la maladie animale à l'homme, le Ministère suit avec une particulière attention l'évolution de la rage en Europe chez les carnivores sauvages. Avant l'apparition même de la maladie dans notre pays des mesures ont été prises. Le conseil supérieur d'hygiène publique de France consulté en juin 1966 au sujet du problème de la rage, a formulé plusieurs recommandations. En outre, dès cette époque, des liaisons ont été établies avec le ministère de l'agriculture, les mesures propres à éviter la propagation de la rage animale et, par suite, à prévenir la transmission de cette maladie à l'homme relevant de ce département ministériel. En ce qui concerne plus spécialement la prophylaxie de la rage chez l'homme, deux circulaires ont été diffusées : l'une en date du 30.06.1966 relative à la conduite du traitement en cas de morsure par un animal suspect ; l'autre en date du 31.03.1967 concernant la création de *centres de traitement antirabique*. Le nombre de ceux-ci a été porté à 24 par la *création de 11 nouveaux centres*. Ces différentes instructions ont été communiquées à l'ensemble du corps médical. La découverte en mars 1968 d'un cas de rage chez le renard en Moselle a amené le Ministère à réunir en avril dernier une conférence groupant des représentants des départements ministériels et de différents organismes intéressés en vue de mettre au point les mesures appropriées à la situation actuelle. Il s'agit principalement de mesures vétérinaires et de police sanitaire animale. Elles ont été publiées dans la C.M. du 22.05.1968 qui a été diffusée à tous les services extérieurs dépendant du ministère de l'agriculture. Par ailleurs, une lettre circulaire du 16.07.1968 a communiqué des renseignements pratiques, concernant l'approvisionnement en vaccins et sérums ainsi que la conduite des traitements aux centres de traitement antirabique et aux directions départementales de l'action sanitaire et sociale. A cette lettre étaient jointes à titre de rappel les circulaires précédemment diffusées et, pour information, la circulaire susvisée du ministère de l'Agriculture. L'attention des directeurs de l'action sanitaire et sociale était attirée sur la nécessité spécialement dans les départements du Nord et de l'Est, de liaisons étroites avec les directions départementales des services vétérinaires et les centres antirabiques. Enfin, il convient d'indiquer que des réunions internationales ont lieu périodiquement en vue d'une information réciproque et de la mise au point de mesures communes, notamment pour la destruction des carnivores sauvages.

(Lettre circulaire Santé 16.07.1968)

J'ai l'honneur de vous faire parvenir ci-joint le texte de la lettre qui a été adressée à tous les Directeurs de Centres de traitement antirabique pour les informer de la situation actuelle concernant la rage animale en France et leur fournir certaines précisions utiles.

Je précise que la circulaire du 28.05.1968 du Ministère de l'Agriculture jointe à cette lettre doit faire l'objet d'une prochaine publication dans le Bulletin Officiel du ministère d'Etat chargé des Affaires Sociales.

Dans la situation actuelle, il est indispensable, en particulier dans les départements frontières du Nord et de l'Est, que des liaisons étroites soient établies entre les Directions Départementales de l'Action Sanitaire et Sociale, les Directions Départementales des Services Vétérinaires et les centres antirabiques.

Par ailleurs, l'adresse du centre de traitement antirabique le plus proche devra être communiqué au corps médical et aux hôpitaux de votre département.

Depuis le 29.03.1968, date à laquelle un premier cas de rage sylvatique a été constaté en France sur un renard abattu à Montenach (Moselle), 6 nouveaux cas vulpins ont été enregistrés dans ce département. Le 8 juillet, le diagnostic de rage a été confirmé sur un chien dans la commune de Montenach. Son propriétaire qui avait été mordu est actuellement en traitement.

Un certain nombre de mesures ont été prises par le Ministère de l'Agriculture pour enrayer l'extension de la rage sylvatique et pour empêcher la transmission à l'homme. Cependant, devant la gravité de la situation, il m'apparaît utile de rappeler quelques indications d'ordre pratique intéressant les centres de traitement antirabique.

1°) Tous les centres doivent disposer en permanence de la quantité nécessaire de sérum antirabique pour être en mesure de pratiquer sans délai la sérothérapie dans les cas où elle est indiquée. L'application de cette mesure ne soulève pas de difficulté puisque la durée d'utilisation du sérum est de 3 ans s'il a été conservé à l'abri de la lumière et à une température de + 2° à + 10° C.

Le sérum est actuellement fourni par les laboratoires Roger Bellon - Service des Ventes Pasteur - 159, avenue du Roule (92) Neuilly-sur-Seine.

2°) Le vaccin antirabique doit être commandé en fonction des besoins. Il est également délivré par les Laboratoires Roger Bellon - Service Ventes Pasteur (Téléphone : 624.70.40). En cas d'urgence survenant le dimanche ou un jour férié, les centres peuvent s'adresser à l'Hôpital Pasteur (Tél. 734.91.77) en faisant éventuellement appel pour l'acheminement du vaccin aux services de la protection civile.

3°) Il est absolument essentiel que dans chaque centre de traitement antirabique, les dispositions nécessaires soient prises, à l'initiative du Chef de Service responsable pour assurer la permanence du service. Des directives précises devront être données au service de garde.

4°) Dans le cas où un problème particulier se poserait à propos de l'indication ou de la conduite de traitement, un avis pourrait être demandé au Service de la Rage à l'Institut Pasteur de Paris en téléphonant au Dr GAMET (Tél. 566.58.00 poste 513) aux heures suivantes : de 9 h à 18 h les jours ouvrables, de 9 h à 11 h le samedi et de 9 h à 10 h le dimanche).

5°) La prophylaxie de la rage a fait l'objet de la part de mon Département et de celui de l'Agriculture de plusieurs circulaires récentes que vous trouverez ci-jointes :

- Ministère des Affaires Sociales -

- Circulaire du 30.06.1966 relative à la conduite à tenir en cas de morsure par un animal suspect.

- Circulaires du 31.03.1967 et du 29.12.1967 relatives à la création de centres antirabiques.

- Lettre du 14.09.1967 relative au rapport d'activité des centres de traitement antirabique.

- Ministère de l'Agriculture -

- Circulaire du 22.05.1968 relative à la prophylaxie de la rage.

Au moment où la situation concernant la rage devient préoccupante, les centres de traitement antirabique doivent être en mesure de faire face à toute éventualité. C'est pourquoi il m'a paru utile, en vue de la mise en place des dispositifs nécessaires de vous adresser certaines précisions qui pouvaient vous manquer.

C - Informations épidémiologiques

Il est du plus haut intérêt de porter à la connaissance des directeurs départementaux de la Santé les cas de rage authentifiés qui viendraient à vous être signalés (C.M. du 19.02.1958).

Sont signalés d'urgence aux directeurs départementaux de l'Action Sanitaire et Sociale tous les cas de rage, domestique ou sauvage, soupçonnés ou authentifiés dont vous pouvez avoir connaissance (C.M. 22.05.1968).

Il est indispensable en particulier dans les départements frontières du Nord et de l'Est, que des liaisons étroites soient établies entre les Directions départementales de l'Action Sanitaire et Sociale, les Directions départementales des Services Vétérinaires et les Centres antirabiques.
(Lettre circulaire Santé 16.07.1968).

A.M. 1er 08.1974 - Art. 3

Une information épidémiologique et une campagne d'éducation sanitaire de la population sont organisées dans les départements atteints par la maladie et les départements limitrophes.

D - Rage professionnelle

La rage professionnelle par D. du 2.11.1972 est inscrite sous le n° 56 dans les tableaux des maladies professionnelles annexés au D. du 31.12.1946.

maladies provoquées par l'inoculation de la rage	délai prise en charge	travaux susceptibles de provoquer cette maladie
toutes manifestations de la rage.	6 mois	travaux susceptibles de mettre en contact avec des suspects ou atteints ou avec leur dépouille
affections imputables à séro- ou vaccinothérapie antirabique.	2 mois	travaux de laboratoire de diagnostic de rage.

Elle est aussi inscrite par D. du 8.09.1975 sous le numéro 30 dans les tableaux des maladies professionnelles agricoles.

CONCLUSIONS

1°) La réglementation de la prophylaxie de la rage en France en 1977, est exposée en classant les textes selon un plan de lutte logique.

Ainsi, sur la base d'un principe, d'une méthode et d'un système généraux, les dispositions réglementaires d'ensemble sont assorties de *mesures défensives permanentes de précaution*, aux frontières et à l'intérieur, et de *mesures offensives occasionnelles* de nécessité, à l'intérieur.

2°) La réglementation relative à la *rage - zoonose* majeure professionnelle est exposée dans ses diverses implications.

3°) L'impulsion actuelle de la prophylaxie de la rage des animaux *domestiques et sauvages* (renard) est satisfaisante, s'appuyant sur des textes récents, mais une indifférence proche de l'abdication doit être dénoncée dans leur application.

Le Professeur Responsable
de l'Ecole Nationale Vétérinaire,

Pr L. JOUBERT

Vu : Le Directeur de
l'Ecole Nationale Vétérinaire de LYON,

Le Président de la Thèse,

J. FROGET

Pr A. BERTOYE

Vu et permis d'imprimer

LYON, le 10 Février 1977.

Le Président de l'Université LYON I

D. GERMAIN.

TABLE DES MATIERES

	pages
INTRODUCTION	1
GÉNÉRALITÉS - Principe, méthode et système	2
Situation sanitaire de la rage en France	3
Dispositions réglementaires générales	3
PREMIÈRE PARTIE : REGION INDEMNÉ - MESURES PERMANENTES DE PRECAUTION	
CHAPITRE I : DEPISTAGE ET DIAGNOSTIC	6
A - Dépistage	6
1/ Enquête épidémiologique	7
2/ Animal mordeur { Identification (tatouage)	7
{ Directives relatives à	
{ l'observation	10
B - Diagnostic	15
1/ Prélèvements	15
2/ Envoi des prélèvements	16
3/ Laboratoires de diagnostic	17
CHAPITRE II : MESURES A L'INTERIEUR	19
A - Vaccination	19
B - Mesures vis-à-vis des animaux domestiques	20
1/ Animaux errants	20
2/ Refuges	21
3/ Chasse	23
4/ Concours et expositions	25
C - Mesures vis-à-vis des animaux sauvages	25
1/ Mesures sanitaires	25
2/ Mesures médicales	26
CHAPITRE III : MESURES AUX FRONTIERES	28
A - En général	28
B - En matière de rage	28
a) Importation et ré-importation	28
b) Exportations	29

DEUXIÈME PARTIE : REGION ATTEINTE PAR L'ENZOOTIE RABIQUE

CHAPITRE I : MESURES PERMANENTES RENFORCEES	32
A - Dépistage et Diagnostic	32
B - Vaccination	32
C - Animaux errants - Refuges	32
D - Concours et expositions	33
E - Importation - Exportation	33
F - Chiens	33
CHAPITRE II : DANS UN FOYER DE RAGE DOMESTIQUE	34
A - Malades	34
B - Suspects	36
C - Contaminés	40
D - Vis-à-vis des animaux sains et des locaux	42
E - Vis-à-vis des cadavres	43
CHAPITRE III : LUTTE CONTRE LES ANIMAUX SAUVAGES	45
A - Méthodes de destruction des renards et dispositions réglementaires	47
B - Aires d'application des campagnes - Financement - Bilan	48
TROISIÈME PARTIE : LA RAGE ZOONOSE - REGLEMENTATION MEDICALE	
A - Conduite du traitement	53
B - Centres antirabiques	56
C - Informations épidémiologiques	59
D - Rage professionnelle	59
CONCLUSIONS	60

